

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

«Le système de la globalisation néolibérale craque de toute part»

Interview de Natacha Polony accordée à Figarovox



Natacha Polony
(photo Wikipedia)

A l'occasion de la sortie de l'essai collectif du Comité Orwell, *Bienvenue dans le pire des mondes*, sa présidente, Natacha Polony a accordé un entretien fleuve au Figarovox. Pour cette éditorialiste et essayiste française,

il existe aujourd'hui une forme de totalitarisme soft.

Figarovox: Vous publiez avec le Comité Orwell que vous présidez l'essai *Bienvenue dans le pire des mondes*. On pensait après 1991 être débarrassé des totalitarismes idéologiques. Sommes-nous plongés de nouveau dans les mondes de George Orwell et d'Aldous Huxley?

Natacha Polony: Les concepts qu'ont mis en place Orwell [«1984»] et Huxley [«Le Meilleur des mondes»] permettent de penser un monde qui en apparence est totalement différent. Evidemment, notre monde n'a rien à voir avec celui de «1984». A la limite, avec toutes les manipulations de l'être humain permises par les avancées scientifiques, il a peut-être plus à voir avec celui d'Aldous Huxley dans «Le Meilleur des mondes».

En revanche, nous sommes bien dans des concepts forgés par Orwell utilisés à l'époque dans des contextes différents. Il ne s'agit pas de dire que le totalitarisme que nous vivons serait aussi violent et comparable aux véritables totalitarismes soviétique, maoïste ou nazi, bien sûr que non. C'est justement ce que nous appelons dans le livre le soft totalitarisme parce qu'il ne repose pas sur la coercition. Pour autant, il est tout aussi aliénant par certains côtés. Il faut absolument remettre en vigueur ces concepts marxistes d'aliénation et d'émancipation. Le système auquel nous faisons face remet en cause l'émancipation des peuples et des individus.

Quel est ce système dont vous parlez?

Nous avons cru être débarrassés des idéologies, mais nous avons aujourd'hui à l'œuvre quelque chose qui se présente sous les habits de l'évidence, parfois de la science économique, en tout cas du pragmatisme, mais qui relève bel et bien de l'idéologie. C'est celle du libre-échangisme qui s'est développée à partir des années 1970 et qui a remis en cause petit à petit tous les acquis sociaux non seulement des classes populaires mais aussi des classes moyennes, notamment en France les acquis sociaux du Conseil national de la résistance (CNR).

Cette idéologie s'est mise en place à partir de Reagan et Thatcher mais elle a vécu son ère de toute-puissance lorsque des sociaux-démocrates sont arrivés au pouvoir, aux Etats-Unis avec Bill Clinton, en Angleterre avec Tony Blair, des élus qui ont libéralisé les flux de capitaux, ont remis en cause la séparation des banques de dépôt et des banques d'investissement, toutes ces mesures qui permettraient de protéger les citoyens contre le capitalisme prédateur.

Le capitalisme est-il forcément prédateur?

Pour le dire simplement, tout au long du XX^e siècle, le capitalisme a été contenu par le fait qu'il avait un ennemi: le communisme.

«A partir du moment où le capitalisme n'a plus eu d'ennemi quand le mur de Berlin est tombé en 1989, on a vu réapparaître le vrai visage d'un capitalisme déconnecté de l'économie réelle, qui n'existe plus que pour lui-même.»

Il fallait alors que les classes dominantes nouent un contrat avec les classes populaires, c'est-à-dire qu'elles abandonnent une part de leur domination – ascenseur social, règles de protection, bref, modèles sociaux qui étaient ceux des pays occidentaux – pour que ces classes moyennes adhèrent à la démocratie libérale. A partir du moment où le capitalisme n'a plus eu d'ennemi quand le mur de Berlin est tombé en 1989, on a vu réapparaître le vrai visage d'un capitalisme déconnecté de l'économie réelle, qui n'existe plus que pour lui-même. Il ne sert plus à financer l'économie, mais il sert seulement à produire encore plus de capital. Ce système a abouti finalement à la crise de 2008. Avec le comité Orwell, nous disons qu'il s'agit d'un *soft totalitarisme* car il s'impose contre la volonté des peuples, tout en gardant les apparences de la démocratie. Nous rappelons dans le livre la phrase de David Rockefeller, fondateur du groupe Bilderberg et président de la Commission Trilatérale, deux groupes d'influences au service des multinationales, dans *Newsweek* en 1999: «Quelque chose doit remplacer les gouvernements et le pouvoir privé me semble l'identité adéquate pour le faire.»

On peut comprendre la logique d'un «capitaliste» à préserver un tel système... mais qu'est-ce qui fait que les citoyens l'acceptent bon gré mal gré? Pour reprendre le langage d'Huxley, quel est le somma qui peut endormir les citoyens?

Il y a d'abord la société de consommation et son pendant, la société du bien-être. Elle agit à travers une idéologie du progrès qui est totalement détachée de l'idée de progrès moral de l'humanité, de progrès de la liberté, de progrès de l'émancipation. Cette idéologie s'est entièrement consacrée au progrès du bien-être. C'est ce droit des peuples à disposer d'un écran plat et d'un iPad qui permet l'assentiment.

Et y a-t-il une «novlangue»?

Oui, elle est efficace parce qu'à travers une forme de manipulation du langage, tout ceci est présenté sous les aspects de l'objectivité pure et s'est détaché de tous les attributs habituels de l'idéologie. Il suffit d'ailleurs de regarder comment sont présentés les débats idéologiques dans les médias. On ne dit pas «libre-échange» contre «protection». On dit «ouverture» contre «fermeture». Qui serait contre l'ouverture? Evidemment, dit

ainsi, l'«ouverture», c'est bien, la «fermeture», c'est mal. Tout le langage est manipulé pour essayer de faire croire que les tenants de régulation de ce système veulent revenir à la nation, au renfermement des peuples sur eux-mêmes. Ils n'aimeraient pas l'Autre parce que – grande manipulation suprême – tout ça se fait finalement au nom de l'Autre, au nom du sympathique migrant. C'est une instrumentalisation du sort de malheureux qui fuient la misère, mais qui permet d'imposer aux classes moyennes et populaires des pays développés un système creusa les inégalités. Il suffit de voir comment a été reçu notre livre. Immédiatement, on nous a accolé des adjectifs comme «identitaire», «populiste» et même «complotiste»...

Quel est le rôle des médias dans la transmission de cette novlangue? Dans les salles de rédaction, il n'y a pas de grand marionnettiste qui tire les ficelles et impose ce système libre-échangiste à tendance soifement totalitaire!

Il y a ce qui relève de ce que Pierre Bourdieu appelait un «procès sans sujet», c'est-à-dire que personne n'est coupable immédiatement. Chacun de leur côté, les journalistes tentent de faire leur travail au mieux, mais il se trouve que chacun, malgré lui, participe à ce processus sans sujet. Nous avons fondé le comité Orwell avec Jean-Michel Quatrepoint, Alexandre Devecchio, Emmanuel Lévy, Gérald Andrieu, des journalistes qui venons de différents médias et qui n'avons pas les mêmes opinions politiques et venons d'horizons différents («Le Monde», *Marianne*, «Le Figaro», *Causeur*).

Mais nous l'avons fondé parce qu'il nous semblait que certains sujets n'étaient jamais traités dans les médias ou étaient totalement sous-traités ou seulement selon un prisme qui était au service de cette seule idéologie libre-échangiste et qui ne laissait jamais apparaître les problématiques à l'œuvre en profondeur. Là aussi, revenons-en à Marx et à la différence qu'il établit entre infrastructure et superstructure. On nous vend toujours un débat quasiment moral, sur l'immigration, sur l'ouverture, sur le protectionnisme, et on ne va jamais voir les infrastructures, c'est-à-dire les questions économiques qui fâchent: à qui profite ce système? Le système profite évidemment aux grandes multinationales qui ont confisqué l'économie à leur seul profit, multinationales qui sont en grande majorité anglo-saxonnes et même

«C'est l'idée que la démocratie se réduirait au progrès indéfini des droits individuels. Ce faisant, on détourne la démocratie de son véritable rôle qui est de permettre l'expression de la souveraineté des peuples et, à travers cela, de la souveraineté de chaque individu en tant que citoyen, qui permet à ceux-ci de décider en commun de leur destin.»

NATACHA
POLONY
& LE COMITÉ
ORWELL

Bienvenue
dans le PIRE
DES MONDES

Le triomphe du
soft totalitarisme

PLON

ISBN 978-2259251594

Le «Comité Orwell» est un collectif de journalistes, présidé par Natacha Polony, pour la défense du pluralisme des idées et de la souveraineté populaire. Il vient de publier «Bienvenue dans le pire des mondes» (éd. Plon, 2016) avec la participation de Natacha Polony, Jean-Michel Quatrepoint, Guillaume Bigot, Eric Delbecque, Franck Dedieu, Benjamin Masse-Stamberger, Alexandre Devecchio, Emmanuel Lévy et Gérald Andrieu.

Natacha Polony précise: «Avec le Comité Orwell, nous avons voulu mettre des mots sur ce que les citoyens ressentent, parce qu'ils savent qu'on est en train de leur confisquer leur liberté, leur voix, leur souveraineté.»

américaines, en particulier ce que l'on appelle les «GAFAs»: Google, Apple, Facebook, Amazon, dont la capitalisation boursière atteint les 600 milliards de dollars. Google dispose aujourd'hui d'à peu près 250 milliards de dollars en cash dans des paradis fiscaux.

Ces problèmes ne sont absolument pas abordés dans les médias parce qu'il y a aujourd'hui une concentration des médias dans les mains de groupes capitalistes qui achètent de l'influence. Les journalistes sont aujourd'hui soumis à un pouvoir économique. Ils subissent une pression pour traiter leurs sujets trop rapidement, selon un rythme qui est celui des chaînes d'information en continu, qui ne leur permet pas d'adopter un point de vue éclairé. On pourrait d'ailleurs multiplier les analyses sur le monde médiatique, parler ainsi de la déstructuration dans beaucoup de journaux des différents services. Auparavant, les journalistes étaient des spécialistes de leurs sujets, ils pouvaient parler d'égal à égal avec leurs interlocuteurs et avec leurs sources. Tout ceci a été démantelé au profit d'un journalisme qu'on a voulu axer dans les années 1990 vers ce que l'on appelle l'investigation, avec un roulement dans les services qui les empêche d'acquiescer un recul historique.

Traditionnellement, dans les totalitarismes, la propagande, les médias, sont importants, mais il y a aussi un autre levier qui est celui de l'éducation. Comment l'Education natio-

«Le système de la globalisation ...»

suite de la page 1

nale par exemple, qui est encore un organisme étatique, peut-elle être imprégnée par cette globalisation idéologique libre-échangiste?

On nous présente l'éducation comme l'un des derniers domaines régaliens, ce qui signifierait d'ailleurs que l'échec absolu de l'école française relèverait finalement de la défaillance de notre système étatique trop élitiste. C'est une idée fautive. Il y a depuis trente ans un mouvement d'uniformisation des systèmes éducatifs sous les conseils des grandes instances internationales qu'il s'agisse de l'Union européenne ou de l'OCDE, à travers notamment les textes qui accompagnent les fameuses études PISA.

Ces textes dictent aux différents pays ce que devrait être un bon système éducatif. Ces recommandations vont toujours dans le sens d'un utilitarisme qui ferait de l'éducation – pour reprendre d'ailleurs une phrase d'un lobby européen – un «service rendu aux entreprises». On veut faire des élèves de futurs salariés, employables à volonté et pour cela adaptables. On oublie totalement la dimension culturelle, patrimoniale, civilisationnelle de l'éducation. Et évidemment la dimension essentielle de l'éducation qui est l'émancipation des individus. Les connaissances, le savoir sont vus dans cette idéologie seulement comme un capital que chaque individu va pouvoir faire fructifier pour participer à la croissance globale. On ne se rend pas compte qu'on détruit ainsi ce qui fait la richesse de l'école, sa capacité à transmettre des savoirs universels qui donnent cette capacité aux individus de lire le monde. C'est ce qui a fait autrefois la grandeur de l'école française et qui a permis de perpétuer l'histoire des nations, une certaine idée de la France, comme il y avait une certaine idée de l'Angleterre ou une certaine idée de l'Allemagne. Il y a bien une globalisation à l'œuvre dans l'éducation, au service de ce système économique.

Qu'en est-il de l'hyper-individualisme? A la fin de l'ouvrage, la victoire du «minoritarisme» est évoquée. Comment cette propension à accorder des droits individuels participe à alimenter ce totalitarisme soft?

Il ne s'agit évidemment pas de nier les avancées nécessaires des droits telles qu'on les a connues depuis la Révolution française. Nous sommes bien d'accord que la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen est une avancée majeure dans l'humanité – encore ne faut-il pas oublier le terme de citoyen ... Mai 1968 a apporté des droits absolument fondamentaux pour les êtres humains. Il était nécessaire que cette avancée se fasse dans certains domaines, notamment en matière d'égalité homme-femme. Mais ce que l'on observe aujourd'hui est différent.

C'est l'idée que la démocratie se réduirait au progrès indéfini des droits individuels. Ce faisant, on détourne la démocratie de son véritable rôle qui est de permettre l'expression de la souveraineté des peuples et, à travers cela, de la souveraineté de chaque individu en tant que citoyen, qui permet à ceux-ci de décider en commun de leur destin.

Cette avancée des droits individuels se fait sous l'apparence du beau, du bien et du bon. Là encore, qui serait contre accorder davantage de droits? Si on le présente ainsi, bien sûr que ce processus apparaît comme la victoire du camp du bien. Sauf que là encore, c'est une façon très particulière de présenter les choses puisqu'il s'agit avant tout de découper la communauté nationale de chaque pays en tranches d'individus ou de petites communautés qui vont être traités comme un cœur de cible marketing. Les individus sont ainsi empêchés de se forger une volonté citoyenne nécessaire à la lutte contre les grands intérêts privés. En démantelant la pensée majoritaire qui est l'essence même de la démocratie, on tue la capacité à lutter contre l'appropriation de l'espace public par des intérêts privés.

Donald Trump aux Etats-Unis, Brexit au Royaume-Uni, explosion des différents «populismes» en Europe ... Ce monde du totalitarisme soft que vous décrivez n'est-il pas gravement secoué? N'y a-t-il pas dans tous ces phénomènes politiques récents un

«Sauf que là encore, c'est une façon très particulière de présenter les choses puisqu'il s'agit avant tout de découper la communauté nationale de chaque pays en tranches d'individus ou de petites communautés qui vont être traités comme un cœur de cible marketing. Les individus sont ainsi empêchés de se forger une volonté citoyenne nécessaire à la lutte contre les grands intérêts privés.»

même rejet d'une globalisation néolibérale qui augmente les inégalités socio-économiques et qui uniformise culturellement le monde?

Bien sûr! Il y a dans ces insurrections par le vote quelque chose qui ressemble à une fronde contre un système dont les citoyens de tous les pays occidentaux voient bien qu'on le leur a imposé. Ce n'est pas forcément pour le meilleur d'ailleurs... Car personne ne peut trouver formidable Donald Trump avec ses excès, avec tout ce qu'il peut dire d'absolument consternant. Mais justement, sortons des fausses alternatives! De même que ce n'est pas parce que nous sommes attaqués par un totalitarisme bien plus dangereux, frontal et brutal qu'est le totalitarisme islamiste qu'il faut refuser de voir ce soft totalitarisme dont nous parlons. Ne serait-ce que parce que ce soft totalitarisme fait le lit du totalitarisme islamiste. D'abord parce qu'il déstabilise les Etats-nations, ensuite parce qu'il détruit tous les anticorps des individus qui permettent de lutter contre la radicalisation. Encore parce que cette mondialisa-

tion financière et néolibérale s'appuie sur le consumérisme, sur l'abrutissement généralisé des populations et finalement sur leur enfermement dans la simple consommation et dans une misère sociale de plus en plus grande.

tion financière et néolibérale s'appuie sur le consumérisme, sur l'abrutissement généralisé des populations et finalement sur leur enfermement dans la simple consommation et dans une misère sociale de plus en plus grande.

Sous prétexte qu'il y a un danger islamiste, il ne faut pas refuser de remettre en cause le système tel qu'il est. C'est la raison pour laquelle l'insurrection par le vote que l'on observe un peu partout est une des formes de la colère des peuples. Il faudrait mieux que l'on prenne en compte cette colère, qu'on la comprenne et qu'on y réponde, plutôt que de laisser bouillir la marmite.

Au lieu de cela, la réaction depuis quelques années consiste à transformer petit à petit nos institutions pour tenter de verrouiller le système démocratique. On voit très bien comment le système a exclu Bernie Sanders, comment l'establishment démocrate a d'ailleurs ouvertement triché pour favoriser Hil-

lary Clinton. Ça leur a évidemment explosé à la figure, mais pour autant il y a bien là une forme de confiscation de la démocratie. De même en France, on voit comment le mécanisme des primaires essaie de contenir tout ce qui pourrait remettre en cause le système.

N'y a-t-il pas lieu d'être optimiste puisque François Fillon par exemple n'était pas le candidat de l'establishment et a fait mentir les prévisions tant politico-médiatiques que sondagières?
Oui, effectivement, on a François Fillon d'un côté. On a de l'autre Jean-Luc Mélenchon qui refuse d'entrer dans le cadre des primaires. On voit bien que ce système ne marche pas et qu'il craque de tous les côtés. Mais le tout est de savoir si l'on arrivera à remettre en cause ce qui est la base de ce soft totalitarisme, à savoir le pouvoir des multinationales à travers l'idéologie libre-échangiste.

Les peuples peuvent s'exprimer par leur vote, mais encore faut-il ensuite que les élus puissent agir conformément à leur man-

«C'est une instrumentalisation du sort de malheureux qui fuient la misère, mais qui permet d'imposer aux classes moyennes et populaires des pays développés un système creusa les inégalités.»

«Il y a bien une globalisation à l'œuvre dans l'éducation, au service de ce système économique. [...] Il y a depuis trente ans un mouvement d'uniformisation des systèmes éducatifs sous les conseils des grandes instances internationales qu'il s'agisse de l'Union européenne ou de l'OCDE, à travers notamment les textes qui accompagnent les fameuses études PISA. [...] Ces recommandations vont toujours dans le sens d'un utilitarisme qui ferait de l'éducation un «service rendu aux entreprises». On oublie totalement la dimension culturelle, patrimoniale, civilisationnelle de l'éducation. Et évidemment la dimension essentielle de l'éducation qui est l'émancipation des individus. Les connaissances, le savoir sont vus dans cette idéologie seulement comme un capital que chaque individu va pouvoir faire fructifier pour participer à la croissance globale.»

Et pardon, ce n'est pas si compliqué de le refuser! J'ai le souvenir des propos du *Général de Gaulle* cité par *Alain Peyrefitte* dans «C'était De Gaulle». Ce dernier lui parlait du Traité de Rome et lui faisait remarquer que rien n'était prévu pour en sortir. De Gaulle répondait en substance: «C'est de la foutaise. Avez-vous déjà vu un grand pays être couillonné sous prétexte qu'il n'y a rien de prévu pour qu'il arrête d'être couillonné?». Il continuait en disant: «Quand on est couillonné, on dit «je suis couillonné, je m'en vais. C'est tout». C'est une question de volonté. Ça ne veut pas dire de se renfermer dans ses frontières comme on veut nous le faire dire. Mais ça veut dire réguler ce système. Il s'agit d'une juste régulation pour préserver les intérêts des citoyens.

Votre ouvrage se conclut par un appel à passer d'une gestion globale des choses à une gestion locale. Le «Small is beautiful» publié en 1979 par l'économiste Ernst Schumacher est-il encore vraiment possible à l'heure des grandes ruptures technologiques que nous connaissons? N'est-ce pas utopique?

C'est non seulement pas utopique, mais ce sont même les nouvelles technologies dans ce qu'elles ont de positif qui peuvent nous aider. C'est par là qu'on peut retrouver une pleine souveraineté sur notre façon de vivre, de consommer, de nous mouvoir, etc. Tout achat est un acte politique. Par ces choix de consommation, on choisit de soutenir un système ou un autre. C'est par le retour à une échelle locale que nous allons de nouveau pouvoir maîtriser les flux économiques et retrouver un poids qui nous permettra de décider de notre avenir, de faire face à ce qui jusqu'à présent n'est qu'une concurrence déloyale. Reprendre une échelle locale permettra au citoyen d'avoir une prise et de répondre ensuite aux grands enjeux internationaux.

Le système craque et l'on voit tout à coup l'Europe imposer à *Apple* une amende de 13 milliards d'euros pour tout ce dont elle a bénéficié comme largesses fiscales de la part de l'Irlande. Ça ne s'est fait que pour une raison: parce qu'il y a eu le Brexit et parce qu'il y a eu la remise en cause populaire des traités de libre-échange. C'est la voix des peuples qui a permis à l'Europe de retrouver son rôle. Il faut que l'Europe retrouve ce pour quoi elle a été fondée, à savoir la préférence communautaire. Au départ, il s'agissait de créer un marché intérieur, d'échanger entre pays qui auraient les mêmes conditions et qui œuvre- raient ensemble parce qu'ils auraient la même vision et la même culture de ce que seraient les droits sociaux. Ceci a été complètement brisé en élargissant l'Europe de façon folle, en ouvrant les frontières au nom d'une idéologie libre-échangiste que ne pratiquent pas les autres grands ensembles du monde. Avec le Comité Orwell, nous avons voulu mettre des mots sur ce que les citoyens ressentent, parce qu'ils savent qu'on est en train de leur confisquer leur liberté, leur voix, leur souveraineté. •

Source: © Alexis Feertchak, www.lefigaro.fr, 25/11/16

Horizons et débats

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen
Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier
Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51
hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6
BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 168.– frs/ 108.– euros

ISSN 1662-4599

© 2017 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

2017 et le retour de l'histoire

L'Allemagne doit en finir avec son aveuglement dans le domaine de l'Histoire

par Willy Wimmer



Willy Wimmer
(photo mad)

km. «La fin de l'histoire» de l'auteur américain Francis Fukuyama, parue une première fois durant l'été 1989 sous forme d'essai dans la revue néoconservatrice «The National Interest», puis reprise plus largement dans le livre publié trois ans plus tard, a, dès l'origine, relevé plutôt de l'œuvre de propagande que de l'analyse sérieuse. Les thèses de Fukuyama auraient pu se traduire par la «foi en la victoire finale» du modèle américain en politique et en économie et se conformer en cela fort bien à la tradition des Etats-Unis d'une «destinée manifeste» réaffirmée du pays voué à la direction du monde. Au siècle dernier, dans les années 90, la réalité de la politique américaine obéissait elle aussi à cette idéologie. Aujourd'hui, 25 ans plus tard, le désastre est évident, et il n'y a plus personne de sensé qui oserait parler d'une fin de l'Histoire. Les implications et interprétations historiques reprennent à juste titre leur importance, y compris également parce que les événements historiques se comptent en chiffres ronds. En 2014, il s'est écoulé 100 ans depuis le début de la Première Guerre mondiale, en 2015, cela a fait 70 ans que la Seconde Guerre mondiale a pris fin, etc. etc.

Dans son texte, Willy Wimmer tente de démontrer qu'en 2017 aussi, l'histoire a eu un impact et qu'elle «vit». Mais pas toujours comme nous le voudrions: non seulement réviser la déclaration du premier secrétaire général de l'OTAN Lord Ismay, sur le rôle de l'OTAN à l'égard de l'Allemagne et de la Russie, mais encore reconsidérer les aspirations des Etats et des peuples d'Europe de l'Est et du Sud-Est, de l'Asie Mineure et du monde arabe, et les résultats du Traité de Versailles. Et surtout: la conscience grandissante de la Russie à l'égard de sa propre histoire et de celle de son pays au XX^e siècle, de la signification des deux révolutions en 1917, du rôle douteux des Etats occidentaux lors de ces deux révolutions et également de leurs buts destructeurs au cours des années suivantes. Par exemple: les tentatives anglo-saxonnes, non seulement avant et pendant la Seconde Guerre mondiale, mais aussi pendant la Première Guerre mondiale, d'affaiblir et de démanteler la Russie, (et plus tard l'Union soviétique), et de la maîtriser, en se servant pour cela de l'Allemagne. Et ainsi, pour «faire d'une pierre deux coups», de monter l'une contre l'autre les deux grandes puissances continentales européennes et de les affaiblir pour empêcher ainsi tout accord et toute collaboration.

En Allemagne, cependant, selon Willy Wimmer, la prise de conscience historique requise ne remonte qu'à 1945. La conséquence en a été jusqu'à présent non seulement une opposition insuffisante mais encore une complicité active dans le nouveau rassemblement contre la Russie.

Les tumultueux événements de 2016 ont rétrospectivement contribué à faire la lumière au sein de l'obscurité au sujet des ingérences géopolitiques globales, en particulier en ce qui concerne le rôle douteux des Etats-Unis. Dans mes livres, «Wiederkehr der Hasardeure» [Le retour des hasardeurs] et récemment «Die Akte Moskau» [Le dossier Moscou], j'ai résumé les développements et fourni des perspectives sur ce qui nous attend en 2017.

David Fromkin a rédigé une «Bible» du Proche-Orient. Son ouvrage mémorable sur la fin de la Première Guerre mondiale est inégalé. Il porte toujours le titre de: «The peace to end all peace». Au niveau international, les événements et les développements ayant mené à la Première Guerre mondiale et à sa conclusion, ne pouvaient manquer de resurgir, immédiatement après la paix qui s'en est suivie, la guerre froide. Cette dernière fut quasiment solennellement portée en terre en novembre 1990 avec la célèbre «Charte de Paris».

Les frontières de l'OTAN ont été repoussées jusqu'au seuil de la Fédération de Russie

Après la fin de la guerre froide, le monde a changé. La division de l'Europe fut apparemment éliminée, pour renaître presque 25 ans plus tard avec le territoire de l'OTAN élargi jusqu'aux frontières et la Fédération de Russie, selon le mot de Lord Ismay sur le sens de l'union militaire occidentale à l'égard de la Russie. L'OTAN, dominée par les Anglo-saxons, a selon lui l'unique sens «de garder les Américains [en Europe], de tenir les Russes à l'écart [de l'Europe] et d'abaisser les Allemands».

Cependant, la période ayant suivi immédiatement la fin de la guerre froide a été déterminée par trois mouvements: selon la «Charte d'Helsinki», il s'agissait d'utiliser les possibilités des Etats libres existant à présent dans l'Europe entière. Le processus, portant le nom de la capitale finlandaise et doté de «trois paniers», pouvait déterminer le destin de l'Europe libre; ce dernier devait, à l'aide d'un «dividende de paix», mettre fin à la course aux armements de l'époque de la guerre froide, mettre en œuvre l'intégralité des droits de l'Homme et des droits civils, et faire avancer le développement économique en faveur des peuples et des Etats.

Cela se heurta de façon notoire à de grands obstacles, car les Etats-Unis empêchèrent toujours le développement, s'ils ne pouvaient en contrôler seuls et exclusivement le déroulement. L'Allemagne dut en faire l'expérience à l'occasion de la collaboration résolument engagée avec les Etats riverains de la mer Baltique, de même qu'avec les Etats membres de la Convention Rhin-Main-Danube. Les Etats-Unis sont intervenus partout où les Etats européens ont initié une collaboration régionale et s'y sont associés. Il n'y eut bientôt plus de pourparlers entre les Etats européens sans que Washington ne s'associe à la table de discussion et n'en prenne la direction. Habituellement, on reconnaissait et rattachait de tels procédés aux Etats membres du «Pacte de Varsovie» – qui venait juste d'être dissout – où l'omniprésence de l'Union soviétique faisait en sorte que, lors des discussions, aucun dialogue direct entre les Etats membres ne soit plus possible.

Conséquences non résolues de la Première Guerre mondiale

La Hongrie a donné un autre signal. Tout comme les Polonais, les Magyars avaient brandi l'étendard de la liberté en Europe dans les jours les plus sombres de l'antagonisme européen et mondial, au prix de nombreuses victimes. Avec l'abandon des zones d'influence allemandes au-delà de l'Oder, l'Allemagne avait accompli un douloureux sacrifice résultant de la fin de la Seconde Guerre mondiale. Mais, avec la Hongrie et les autres Etats voisins, et avant tout avec le développement des Balkans, un fait se dégageait clairement et avait des répercussions sur l'entreprise qu'exigeait la fin toute récente de la guerre froide: Versailles et les «Traités secondaires de Paris» ont déterminé l'ordre du jour entre Budapest, Bucarest et Ankara parce qu'on pouvait enfin parler librement des conséquences du Traité de Versailles affectant l'«Europe centrale». Ce fut la Turquie qui leva le voile de l'ignorance européenne au sujet des traités secrets anglo-français de 1916 sur un foyer juif en Palestine et qui fit le lien entre le tournant crucial de la Première Guerre mondiale et les effets plus tardifs du Traité de Versailles sur une partie essentielle de l'Europe.

Pendant que, dans les années 1990, le foyer d'incendie des Balkans se transforma de plus en plus en braises belliqueuses, tout débat sérieux au sujet des problématiques qu'on voulait en principe surmonter après la fin de la guerre froide, tomba à l'eau. Dans ces années-là, les Etats-Unis avaient défini, en cavalier seul, leurs priorités politiques. Les signaux ne se manifestaient plus en direction de «Helsinki» – et donc de la collaboration –, mais uniquement en direction de «Lord Ismay». L'actuelle période de faiblesse de la Russie devait être utilisée pour élargir vers l'Est le territoire d'influence américaine de la partie

européenne du continent. Pour cette raison, une coopération sérieuse des Etats européens avec la Russie devait être sabotée dans tous les domaines et les relations traditionnellement bonnes de la Russie avec les Etats côtiers de la mer Adriatique éliminées. Le déroulement des événements de la guerre des Balkans sur décision du Congrès américain à partir de 1990 l'a confirmé – le «vestige» le plus impressionnant en est le «Camp Bondsteel» au Kosovo, la deuxième et très importante base militaire américaine en Europe. Il n'est pas à exclure que les pouvoirs anglo-saxons aient voulu à tout prix empêcher les travaux sur «Versailles» car cela aurait mis en évidence leurs responsabilités essentielles dans un siècle effroyable.

Deux guerres mondiales: conséquences d'une controverse sur la Russie?

A l'examen objectif des développements s'étendant sur des décennies, s'impose l'impression que tous les problèmes que nous devons affronter en Europe sont à mettre en rapport directement avec les questions fondamentales: Versailles et les traités secondaires déjà mentionnés est de nouveau au centre de l'attention générale. En est témoin la spectaculaire commémoration de l'éclatement de la Première Guerre mondiale en Europe, il y a cent ans, les souvenirs de l'Europe de 1914. Cela n'avait rien de l'histoire des vainqueurs, comme cela s'est manifesté par la suite en Allemagne chez ceux-là mêmes dont le passé nazi était sans équivoque, tel l'historien Fritz Fischer. Ces derniers en avaient rejeté l'entière responsabilité sur leur pays pour tout et n'importe quoi. Jusqu'à présent, les historiens britanniques ont gardé le contrôle sur l'interprétation de notre histoire en Allemagne. Certainement pas pour provoquer une remise en cause critique de la responsabilité anglaise.

Il y a deux ans, il fallut le stratège américain George Friedman, lui-même ancien dirigeant d'un important poste de commandement du complexe militaro-industriel américain, pour attirer l'attention sur l'alignement stratégique de la politique américaine – depuis la fondation de l'empire allemand en 1871 – contre l'Allemagne et la Russie. Puis Christopher Clark [historien australien, auteur de «Les somnambules. Eté 1914: comment l'Europe a marché vers la guerre», ndt.] a bien expliqué dans «Les somnambules» la responsabilité européenne générale dans le déclenchement de la Première Guerre mondiale, attirant cependant la curiosité concernant le rôle de la Grande-Bretagne, par son silence sur la responsabilité centrale britannique dans le développement européen de la guerre. Quels étaient donc les mécanismes ayant amené à développer – bien avant la Première Guerre mondiale – des projets de blocus maritime contre l'Empire allemand?

Les processus historiques ont-ils des répercussions sur l'avenir?

Le signal actuel vient, et comment pourrait-il en être autrement, de l'Est et cela de deux façons. Dans son dernier «Discours sur l'état de la nation» du 12 décembre 2016, le président de la Fédération de Russie Vladimir Poutine, a indiqué les dates historiques des années à venir pour nous en Europe. En 2017, seront commémorés les deux processus révolutionnaires de 1917, celui de février et celui d'octobre, parce que le développement actuel dans la Fédération de Russie trouve une raison essentielle dans ces deux événements. C'est certainement vrai, et ces jours derniers nous avons pris connaissance du complément approprié, lorsque d'éminents représentants ukrainiens de nationalité polonaise ont demandé une autonomie économique pour l'Ouest de l'Ukraine avec la capitale de Lemberg, car ils espèrent de meilleures perspectives de développement économique uniquement au travers d'une alliance avec la Pologne. Ceci remet à nouveau sur la table les Accords secrets Sykes/Picot et la question juive au Proche-Orient ainsi que leurs conséquences sur la Première Guerre mondiale – connus des Européens comme les «14 points du président américain Wilson» jusqu'au Traité de Versailles et aux traités secondaires de Paris avec leurs répercussions sur l'histoire actuelle.

Une idée longuement mûrie:

diviser la Russie en vingt Etats séparés

Ce qui est par contre moins connu du public intéressé, c'est d'une part la manière ciblée par laquelle certains cercles britanniques des plus influents ont – longtemps avant le déclenchement de la Première Guerre mondiale – contourné leur gouvernement et le Parlement pour mettre sous pression l'Etat et la société à succès de l'Allemagne concurrente. D'autre part, il s'agit des plans qu'avait le Colonel [Edward Mandell] House – diplomate et très influent conseiller en politique extérieure du Président américain Woodrow Wilson – lors de sa visite en 1916 chez l'empereur allemand Wilhelm II, jusque là victorieux sur le plan militaire. Il fallait en finir avec la guerre contre les puissances occidentales qu'étaient la France et l'Angleterre, et ce, pour des considérations exclusivement politiques, comme le mentionna le Colonel House lors de son entretien avec l'empereur.

Le plan était d'aller, en lieu et place, écraser la Russie tsariste. Car il était prévu de diviser la Russie en vingt Etats distincts, en rapport avec les possibles résultats de la Première Guerre mondiale. Pas étonnant donc que les personnalités compétentes soient fondamentalement convaincues – indépendamment si nous Allemands sommes prêts à l'accepter ou pas: l'actuelle vue historique occidentale au sujet des deux derniers siècles est «une œuvre d'art globale britannique». Ainsi, on remonte aux guerres de Napoléon et à la proposition britannique faite aux alliés autrichiens et aux royalistes français. Il fallait saisir l'occasion et vaincre l'allié russe par une énorme conjonction de forces armées, comprenant l'Autriche impériale, la France royaliste et l'Angleterre, afin de le détruire sur ses propres terres. Notez bien: cela se passait peu après la vaine et audacieuse entreprise de Napoléon, ayant déjà tenté sa chance à Moscou.

Ce n'est qu'en Allemagne que l'histoire a commencé en 1945

Il se peut bien qu'ici, nous rattachons la République fédérale d'Allemagne dans son existence nationale à l'empire allemand. Ce n'est cependant en aucune façon valable pour une compréhension raisonnablement historique et donc, politique, et les générations futures en paieront un prix élevé. Tous les autres peuples et leurs gouvernements vivent dans l'intégralité de l'histoire de leur peuple et de leur nation, et non dans un fragment limité. Alors, les erreurs sont commises chez soi, même si les facteurs en sont imputables aux autres.

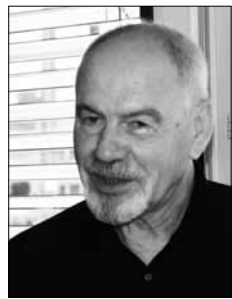
Il devient cependant de plus en plus évident que nos partenaires occidentaux nous ont à l'évidence attribué toujours le même rôle dans l'histoire, quand les choses deviennent sérieuses: soit voir notre position dans la destruction de la Russie ou disparaître. 1914 nous a rattrapé en 2014, et il en sera ainsi avec 1917, 1918 et 1919 à 1922. Peu de temps plus tard, l'attaché militaire américain à Berlin s'est occupé à Munich de la situation financière d'un certain politicien émergent du nom Adolf Hitler. Pour les Allemands, de telles situations étaient assez courantes, puisqu'ils avaient auparavant fait la même chose pour un certain monsieur Lénine. N'oublions pas ceux qui à New York, à peu près en même temps, avaient financièrement mis le pied à l'étrier d'un certain Trotsky.

Déploiement de forces contre la Russie

La question se pose, maintenant et à l'avenir: voulons-nous nous laisser saigner à blanc? D'une part, dans la confrontation avec la Russie, mise en œuvre presque en cachette. On en parle un peu, mais ce qui se prépare réellement, brille par l'absence d'images parlantes dans nos émissions d'information. Ces jours-ci, ce ne serait pas bien compliqué à démontrer, il suffit de se rendre au port militaire de l'OTAN à Kiel où environ 2000 véhicules de combat d'une brigade américaine se déplacent vers le front de l'Est, avec le consentement du gouvernement fédéral. Naturellement, sous le prétexte de la défense.

Assujettissement de l'Allemagne aux troupes américaines en marche pour l'Europe orientale

Interview de Jochen Scholz* accordée à Sputniknews



Jochen Scholz
(photo uk)

Sputniknews: Monsieur Scholz, actuellement, environ 4000 soldats américains et 87 chars quittent l'Allemagne en traversant la Pologne pour être déployés dans divers Etats membres de l'OTAN en Europe de l'Est. Est-ce beaucoup ou peu?

Jochen Scholz: Cela dépend de ce qu'on veut en faire. Il s'agit d'une brigade, donc d'un tiers de division. Il est impossible de mener une guerre ainsi. Le point crucial du point de vue allemand, c'est que cette opération n'a pas lieu dans le cadre de l'OTAN. Il s'agit en fait d'un accord bilatéral entre la Pologne et les Etats-Unis. Par conséquent, la question se pose de savoir sur quelles bases juridiques repose le soutien logistique de la part de l'Allemagne envers

les Etats-Unis. Le domaine entier de la base logistique de la Bundeswehr a effectivement pris part à cette opération. Tout ceci devant être financé, on peut s'imaginer qui prendra en charge les coûts.

Des soldats et des engins de guerre américains sont stationnés en Allemagne et ailleurs en Europe. En cas de conflit, il se pourrait donc que l'Europe occidentale serve de «hub» (ou de carrefour) pour des opérations militaires offensives ou défensives de la part des Etats-Unis?

Evidemment. Ce fut déjà ainsi durant la guerre froide. On avait alors planifié qu'en cas de guerre, un maximum de 900 000 soldats américains pourrait être transporté en Europe en passant par l'aéroport de Francfort-sur-le-Main. Les bases américaines en Europe pourraient, du coup, être utilisées comme tremplin en cas de confrontation directe. Là encore, on peut se demander quel est le fondement juridique légitimant l'exploitation de ces bases par les Américains.

Le traité de l'OTAN est, en ce qui concerne ces forces, la base juridique faisant référence. Mais tout ce qui va au-delà de cet accord, comme par exemple la projection de forces américaines depuis chez nous vers d'autres régions du monde, n'est pas conforme aux accords de stationnement. Les troupes américaines en Europe de l'Est devraient suivre un tournus tous les neuf mois.

Cela signifie-il que cet embarquement par le port de Bremerhaven bénéficiant du soutien allemand se répétera tous les neuf mois?

On peut estimer que oui, si l'on accepte que l'Allemagne serve de pivot et offre volontairement ses services. On peut se poser la question de savoir pourquoi tout ceci n'a pas lieu à Danzig.

Il y eut aussi des manifestations contre cette opération militaire.

En effet, mais uniquement de manière locale à Bremerhaven. C'est encore une des ces histoires dont on parle guère dans le reste de la République fédérale. Les médias suprarégionaux couvrent cette histoire de manière très réduite et superficielle. Pourtant, il s'agit là du plus gros transfert d'hommes et d'équipement militaires en provenance des Etats-Unis vers l'Europe depuis la fin de la guerre froide.

Cela signifie-il que la situation est plus grave aujourd'hui que dans les années quatre-vingt?

Non, ce n'est pas le cas. Je considère ces activités sous plusieurs points de vue. Premièrement, l'administration Obama et son ministre de la Défense Ashton Carter font ainsi un croche-pattes supplémentaire au président élu. Deuxièmement, on veut démontrer au public allemand et européen à quel point la Fédération de Russie est dangereuse, notamment pour ses pays voisins, tels les pays Baltes. Troisièmement, par de telles actions,

on peut influencer positivement l'opinion publique et justifier une hausse des dépenses pour le secteur militaire. Et selon la réaction de la Russie, on dira par exemple, comme quatrième argument, dans le cas où elle déploierait des troupes en réponse à l'opération américaine: voyez comme la Russie met en place des forces offensives alors que nous voulons uniquement protéger les pays Baltes.

On part donc de l'idée que la Russie pourrait envahir ces pays?

Ils savent très bien que la Russie n'a aucune intention de ce genre. Mais cela fait partie de ce petit jeu. On imagine une menace irréaliste pour légitimer davantage de présence et de dépenses militaires. Il faut voir aussi, qu'après la guerre froide, les plus hauts fonctionnaires, notamment dans les pays Baltes, ont, après la fin de l'Union soviétique, tous été formés aux Etats-Unis. Ils ont étudié dans les universités américaines et sont donc implicitement influencés. Ils participent évidemment à ce jeu, et disent à leur population que le méchant Russe les menace. Je ne peux que faire référence à ce qu'à dit le président russe voici quelques semaines: «Alors, réfléchissez, de Moscou à Vladivostok ce sont 9000 kilomètres. Nous avons vraiment d'autres chats à fouetter que de vouloir englober les pays Baltes».

Source: <https://de.sputniknews.com/politik/2017011314084048-scholz-bedrohung-nato>, du 11/1/17

* Jochen Scholz est ancien lieutenant-colonel de la Bundeswehr. Pendant plusieurs années, il fut en poste à Bruxelles auprès de l'OTAN. Durant la guerre de l'OTAN contre la Yougoslavie, il servit au sein du ministère fédéral allemand de la Défense. Là, il se rendit compte que le discours officiel des politiciens responsables dénonçant des crimes de guerre effroyables commis par la Serbie ne concordèrent pas avec les rapports des experts sur place, auxquels il avait accès. A cause de ces mensonges des politiciens, il quitta la SPD en 1999.

L'Autriche reprend la présidence de l'OSCE

par Stefan Haderer, spécialiste en anthropologie culturelle et en sciences politiques



Stefan Haderer
(photo mad)

L'Autriche tient cette année la présidence de l'OSCE – jusqu'à quel point une politique extérieure plus active est-elle réaliste dans ce cadre?

Il est jeune, il est contesté et il polarise. Rarement un ministre autrichien des Affaires étrangères a fait autant de gros titres en Autriche et à l'étranger. Sebastian Kurz a repris le 1^{er} janvier 2017 la présidence de l'Organisation pour la sécurité et pour la coopération en Europe (OSCE) pour une année. Il veut mettre un terme à la pensée de division entre les deux blocs Ouest et Est. Il s'agit, d'une part, de la politique hostile envers la Russie menée par l'UE en commun accord avec Washington qui doit être corrigée. D'autre part de la prise de position de Kurz démontrant son souhait de renforcer le rôle géopolitique de l'Autriche.

Mais quelles sont les chances d'une politique extérieure ne reposant plus sur un bureaucratisme sec, sur des phrases vides, sur une retenue diplomatique se limitant à tout entériner sans en débattre? Les ambitions du ministre de l'Extérieur sont-elles réalistes et si oui, à quel point?

«2017 et le retour de l'histoire»

suite de la page 3

D'autre part, avec la situation selon laquelle les Etats-Unis mènent autour de nous des guerres successives, en protégeant leurs propres frontières et en n'acceptant aucun réfugié de guerre. Les personnes derrière certaines prétendues «organisations non-gouvernementales» et autres torpillent la protection efficace de nos frontières à travers leur réseau organisé. Des flux migratoires sont utilisés pour éliminer notre ordre juridique national, et nos jeunes sont sacrifiés dans les guerres des autres. Où sont les gouvernements qui protègent nos intérêts? Où est la politique allemande prenant en compte les intérêts nationaux et se consacrant aux relations de bon voisinage en Europe? Qu'en est-il de ce qui figure dans notre Loi fondamentale, selon lequel l'Allemagne doit contribuer à la paix dans le monde? •

(Traduction Horizons et débats)

Selon les sondages actuels, Kurz est un des politiciens les plus populaires en Autriche. Son rating a pris l'ascenseur notamment pendant la crise des réfugiés, tandis que l'on pouvait longtemps chercher dans la blogosphère de la reconnaissance et des louanges pour Angela Merkel. Kurz ne moralise et n'amadoue pas. Ses paroles sont précises et pointues – c'est peut-être pour cette raison qu'il arrive mieux à toucher la population autrichienne.

Par contre, à Bruxelles, le fossé entre deux camps idéologiques s'approfondit: d'un côté, il y a les politiciens du type du ministre des Affaires étrangères du Luxembourg Jean Asselborn, soutenant Angela Merkel et sa «culture de l'accueil» et accusant Kurz de véhiculer une «pensée nationale de droite».

Dans ce groupe, on trouve diverses personnes appelées aussi les «transatlantiques», parce que leurs décisions dépendent souvent de celles de la Maison Blanche. De nombreux représentants de ce camp ont soutenu et fond le changement de régime en Libye et en Syrie, ainsi que les sanctions contre la Russie – sans jamais évoquer les risques et les aberrations ou avouer leurs propres faiblesses.

De l'autre côté, le camp auquel appartient probablement Kurz, aspire à un changement de la politique étrangère et désire une Europe forte et indépendante, ce dont rêvait également l'ancien président français Charles de Gaulle. Kurz a critiqué à plusieurs reprises la dépendance de l'UE de la Turquie. Avec la fermeture de la route des Balkans, il a réussi

à convaincre certaines personnes critiques de l'autre camp. Cependant, les solutions pour la crise des réfugiés qui perdure n'ont pas encore été trouvées.

L'idée d'établir des ponts – donc d'une politique autrichienne active de médiation entre les Etats-Unis et la Russie – est séduisante. Mais ce ne sera pas à Vienne que cette affaire sera décidée, mais à Washington, à Moscou et dans les capitales de l'Europe orientale. En outre, elle dépend directement de l'entente entre les deux camps idéologiques à Bruxelles. Et quand on est soi-même objet de critiques, comme Kurz, le rôle de médiateur sera particulièrement difficile à assumer. •

Source: Wiener Zeitung du 11/1/17

(Traduction Horizons et débats)

«Préférer ce qui unit à ce qui divise»

[...] L'Autriche en tant que membre actif et siège de l'OSCE a toujours attribué à cette organisation une très grande importance.

Dans nos temps de grands défis, quand notre continent rechute dans la pensée en blocs, nous nous sommes déclarés prêts à reprendre une deuxième fois, après l'an 2000, la présidence et de contribuer au rétablissement de la stabilité et de la sécurité. [...]

Notre présidence veut [...] répondre en priorité aux défis, présents dans l'espace de l'OSCE, menaçant actuellement le plus les valeurs communes de l'espace de l'OSCE:

1. Des conflits militaires persistent et ont fait, ces dernières années, des milliers de victimes, et ont provoqué des déplacements et de la destruction. Nous voulons contribuer au renforcement de la sécurité coopérative et au désamorçage des conflits existants.

2. Nous sommes confrontés à de grands défis pour la sécurité intérieure par une menace terroriste grandissante et une plus forte radicalisation de jeunes gens. Nous travaillerons au renforcement de la sécurité intérieure des Etats membres et nous nous concentrerons sur la lutte contre la radicalisation et l'extrémisme. [...]

3. Nous assistons à une perte grandissante de confiance entre les Etats membres, mais aussi des citoyens envers les institutions étatiques et les organisations internationales, devant garantir la paix et nos valeurs communes.

[...]

Un défi particulier et une menace pour la paix dans l'espace de l'OSCE sont les conflits militaires. [...]

Il n'y a pas de solutions militaires pour les conflits existants dans l'espace de l'OSCE. Nous devons nous concentrer entièrement sur le dialogue et les solutions politiques pour faire avancer les divers processus en cours. [...]

Davantage de sécurité n'est possible qu'avec davantage de confiance. L'OSCE est le forum au sein duquel la coopération dans les plus divers domaines peut générer davantage de confiance. Il est cependant vrai que nous assistons actuellement à une augmentation des tensions, à un tarissement des efforts de désarmement et à une nouvelle course à l'armement. S'y ajoute une rhétorique conflictuelle qui érode encore davantage la confiance mutuelle. Les instruments de l'OSCE offrent de nombreuses possibilités de collaboration sur la base d'intérêts communs, à condition que nous préférons ce qui unit à ce qui divise. [...]

La dimension économique offre plein de chances pour la collaboration sur la base d'intérêts communs. Le sujet de la connectivité économique est intensivement investi, car il a un impact concret sur les populations souffrant des conflits. [...]

Notre monde est devenu plus complexe, plus difficile et moins sûr. L'OSCE est une organisation unique disposant d'un instrumentaire vaste, avec ses organes et ses institutions, et notamment avec ses missions sur le terrain. Nous devons utiliser ces instruments de façon ciblée, pour renforcer, avec davantage de coopération, la confiance, la

prévisibilité et les solutions concrètes. Pour ce faire, il nous faut une organisation forte et opérationnelle pouvant rapidement et efficacement réaliser les tâches qui lui sont confiées par les Etats membres. L'Autriche s'efforcera donc de promouvoir une organisation forte et de préférer à tout moment ce qui unit à ce qui divise.

Confiance, dialogue, échange d'informations – c'est ce qu'il faut pour élaborer des solutions pour les défis qui nous concernent tous. Le consensus n'est possible que si l'on préfère ce qui unit à ce qui divise. C'est notre tâche commune de garantir l'Etat de droit, la liberté, la paix, la sécurité pour notre société et nos citoyens. [...]

L'Autriche assumera son rôle de constructeurs de ponts et d'espace de dialogue et agira, au cours de sa présidence, avec franchise en tant que «honest broker» [médiateur honnête]. Ce n'est que ensemble que nous pourrions garantir la sécurité et la stabilité dans notre région. Avec mon voyage à Kiev et à Moscou au cours la semaine prochaine, j'ai l'intention de contribuer à nos projets communs pour 2017.

Je me réjouis d'avance de notre collaboration et du travail commun sous la présidence autrichienne. Seul un engagement de tous les 57 Etats membres pourra nous faire avancer et contribuera à répondre aux attentes de nos populations.

Source: Extrait du discours de Sebastian Kurz, Ministre fédéral autrichien de l'Intégration, des Affaires européennes et internationales, devant le Conseil permanent de l'OSCE; <https://www.bmeia.gv.at/das-ministerium/press/reden-und-interviews/2017/01/osze-redel-du-12/11/17>

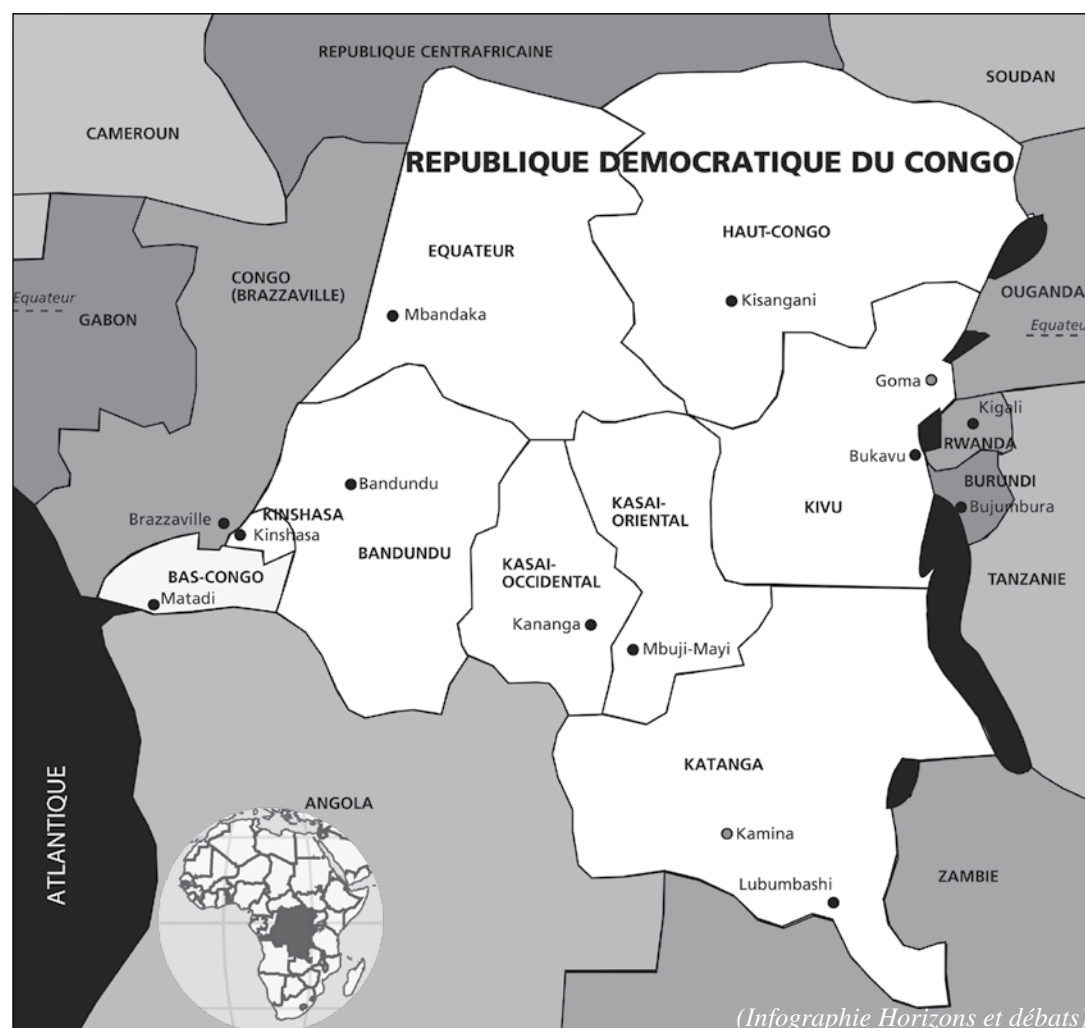
La «nouvelle» politique africaine de l'Occident face au Congo

Kleptocratie sans fin? Les interminables troubles congolais (partie 3)

par Peter Küpfer

La République démocratique du Congo (Congo-Kinshasa, Ex-Zaïre) domine à nouveau les gros titres de nos médias. Le président actuel, Joseph Kabila, vient de renvoyer sine die les élections requises par la Constitution congolaise. Le gouvernement central, en disant qu'il ne dispose pas de registres fiables, met sans doute le doigt sur l'un des défauts primordiaux de la structure démocratique affligeant des pays tels que le Congo. A l'aide de cette justification tactique, les élections démocratiques congolaises sont remises aux calendes grecques. Comment enregistrer, de manière fiable, les millions de citoyens disposant du droit de vote dans cet immense pays où l'on peut «se procurer» la nationalité congolaise pour quelques dollars, si nécessaire même en grand nombre, ce que les observateurs avaient déjà reproché aux autorités congolaises lors des dernières élections. «Le mal congolais» persiste donc, avec toutes les souffrances qu'il entraîne pour les populations, notamment celles des provinces orientales. Ce sont elles qui souffrent, depuis plus de 20 ans, de guerres interminables. Actuellement, c'en est une parmi d'autres, particulièrement cruelle, ne suscitant guère l'attention de l'opinion publique internationale. Cette guerre congolaise sans fin, qui ravage notamment l'Est du pays, a, depuis 1996, coûté la vie à plusieurs millions de personnes, dont la majorité étaient des civils. Dans les régions ravagées, notamment aux Kivus du Sud et du Nord, toute vie normale est impossible. La guérilla sans fin persiste d'année en année. Depuis 20 ans, la population civile est exposée aux agissements d'une extrême brutalité exercés par les hordes martiales déferlant continuellement sur elles, sous des noms fantaisistes, pendant que l'ONU, dont la tâche serait de garantir la sécurité de la population civile et de veiller sur le respect de l'Accord de Paix de Sun City (en vigueur depuis 2003!), ferme les yeux. Voilà un dur destin des populations concernées se trouvant dans le collimateur des bandits – après plus de trente ans de dictature de sinistre mémoire sous Mobutu.

Les deux premières parties consacrées à l'histoire récente du Congo,¹ parues dans «Horizons et débats» sous le titre «Le Congo-Kinshasa – Kleptocratie sans fin?», ont relaté les faits dramatiques qui se sont déroulés depuis la Journée de la célébration de l'Indépendance du Congo, le 30 juin 1960, ainsi que ses tenants et aboutissants constituant la base sur laquelle fut construite la dictature de Mobutu Sese Seko. La troisième partie s'intéresse à la question de savoir pourquoi les Congolais ne retrouvent pas une



vie normale presque 20 ans après la chute de Mobutu. Il s'avère qu'aujourd'hui aussi, l'avidité des ressources naturelles n'est pas le seul mal rongant le pays. Il faut comprendre la tragédie congolaise dans un contexte plus large, y compris celui de la géostratégie.

La deuxième époque de la longue dictature de Mobutu sur l'immense pays du Congo-Zaïre (1964–1997) fut entièrement marquée par les signes de la dégénération. L'Occident, dans le sillon des Etats-Unis et de ses services secrets, maintint sa politique congolaise traditionnelle, voyant en Mobutu un rempart anti-communiste stable au centre de l'Afrique, un partenaire stratégique fiable lui garantissant à des conditions «très favorables» des livraisons de cuivre, de cobalt, de l'uranium et du coltan très convoités par les pays industriels occidentaux. Pour eux, le Monde suivait son cours normal, aussi longtemps que les «ennemis» de l'Occident, à l'époque avant tout le bloc communiste, restaient les ennemis de Mobutu. On accepta donc que Mobutu Sese Seko, le «Grand Timonier», foule du pied les droits humains et pille personnellement les

ressources de son peuple. Avec l'approbation des pays occidentaux, la majeure partie des revenus provenant du cuivre et des diamants extraits des mines katangaises remplissaient les trésors du dictateur dont la fortune privée était estimée, suite à ce pillage systématique, à 8 milliards de dollars (Strizek 2003, p. 110). En Afrique centrale, à l'époque, des régimes se réclamant être d'obédience marxiste ou se définissant comme «mouvements de libération» (Tanzanie, Zimbabwe, Mozambique, Angola) menaçaient les remparts géostratégiques de l'Occident en Afrique. Par contre, l'Occident était très intéressé au maintien de territoires de soutien ou de déploiement militaire, afin de pouvoir soutenir les opposants militaires pro-occidentaux de ces régimes ou groupes armés, notamment en Angola et au Soudan du Sud. Sous Mobutu, le Congo-Zaïre, discret et empressé à servir les intérêts des grandes puissances occidentales, fut toujours un excellent allié. Disposer d'une base stratégique au cœur même de l'Afrique subsaharienne, devint primordial lorsque l'administration Bush déclara (outre l'Irak) le Soudan comme étant le nouveau «Siège du

Mal» – en transformant ainsi le fondamentalisme militant arabe en nouveau pire ennemi des Etats-Unis.² Il est connu que les services secrets américains ne se sont pas limités à soutenir militairement des personnes aussi ambiguës que Jonas Savimbi (Angola) ou John Garang (Soudan du Sud). Lorsqu'en 1986 Yoweri Museveni sortit vainqueur des longues années de combat contre Obote qui lui était ouvert vers le Bloc communiste, il devint l'«élève-modèle» de l'Occident. Fort de ce soutien, le «représentant de la Nouvelle Afrique» copia son maître Mobutu à deux égards: par la création d'un régime monopartite strict ainsi que dans l'orientation de l'Ouganda sur les intérêts de l'Occident en Afrique. Tout comme il l'avait fait avec le régime de Mobutu, l'Occident donna carte blanche au nouveau régime monopartite de Museveni, car il était soulagé d'avoir à nouveau en Ouganda une solide base en Afrique centrale, étant donné le vacuum imprévisible au sein du pays voisin et géant représenté par le Congo. Lorsque trois ans plus tard, après l'effondrement du bloc communiste, les cartes furent à nouveau mélangées en Afrique et dans le monde, il était impensable pour les puissances occidentales et l'«unique puissance hégémonique» (Brezinski) qu'il y ait un vide dans le territoire si important au niveau géostratégique situé dans l'arrière-pays de la Grande Corne de l'Afrique.³

L'Afrique orientale du Caire au Cap – un axe hégémonique classique

L'Angleterre, première puissance mondiale et coloniale jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, s'était implantée avant tout en Afrique orientale, en y développant de forts piliers tant économiques que stratégiques. Contrôlant ainsi le Canal de Suez, la mer Rouge et la Grande Corne de l'Afrique (golf d'Aden!), elle avait en main les objectifs géostratégiques majeurs qui furent également dans la visée des nouveaux seigneurs du Monde, les «héritiers» de l'Empire mondial britannique. Il est évident et démontré par des recherches historiques d'envergure que la stratégie du Royaume Uni en Afrique consistait à créer diverses bases militaires allant de l'Egypte à l'Afrique du Sud en passant par le Djibouti, le Somaliland, le Kenya, la Rhodésie, Zanzibar et formant un axe pour contrôler toute l'Afrique orientale jusqu'au Cap. Etant donné la nouvelle donne internationale avec l'«unique puissance hégémonique» désignant le fondamentalisme arabe comme un de ses ennemis principaux et réa-

Suite page 6

L'Europe, les Etats-Unis et la Russie: profiter des opportunités de détente

par Karl Müller

On apprend de la part de collaborateurs de l'OSCE à Vienne – sans que ce soient des Russes – que les représentants du gouvernement américain au sein de cette organisation internationale ont tenté à plusieurs reprises au cours des trois dernières années de faire de la propagande contre la Russie à l'aide d'«indices» et d'allégations peu convaincantes. L'objectif était de mettre le gouvernement russe au pilori à propos de la situation en Ukraine et de créer une atmosphère de guerre froide. Au sein de l'OSCE cela n'a jusqu'à présent réussi que partiellement grâce aux collaborateurs et politiciens sincères et conscients de leurs responsabilités. Et si maintenant les Etats-Unis changeaient réellement leur politique face à la Russie, il y aurait à nouveau de réelles chances pour concevoir au sein de l'OSCE sur une base pertinente un travail de fond pour le bien de tous les Etats et les peuples impliqués.

Mais, il y a malheureusement certaines forces ne voulant pas d'une telle perspective. Le 9 janvier 2017, 17 hommes politiques d'Europe centrale et orientale, parmi eux l'ancien ministre suédois des Affaires étrangères Carl Bildt, le président de la Bulgarie Rosen Plevneliev, le président estonien Toomas

Hendrik Ilves, l'ancien ministre polonais des Affaires étrangères Radoslaw Sikorski et l'ancien ministre tchèque des Affaires étrangères Karel Schwarzenberg ont envoyé une lettre au président élu des Etats-Unis Donald Trump en l'incitant de poursuivre la politique d'opposition des gouvernements précédents. Les allégations que les auteurs de cette lettre adressent à la Russie sont toutes connues et nous n'allons pas en débattre ici. Il est cependant intéressant de prendre connaissance des raisons avancées pour expliquer leurs liens avec la politique américaine des présidents précédents: «Dans le passé, quand les Américains nous ont appelés, nous sommes venus: nous étions avec vous en Irak. Nous étions avec vous en Afghanistan. Nous avons pris les risques ensemble et c'est ensemble que nous avons sacrifié nos fils et nos filles.»

De toute évidence, les auteurs de cette missive trouvent important de mentionner qu'ils sont coresponsables des guerres illégales ayant fait des millions de victimes (notamment dans les pays agressés), des destructions des Etats et des cultures et de la création d'un terrain fertile pour le terrorisme international – et tout cela leur semble être des actes

positifs. Ne doit-on pas douter de l'honnêteté de ces personnes, quand ils écrivent, à l'égard de la Russie, qu'une entente américaine avec le président russe «n'apporterait pas la paix», mais «augmenterait la menace de guerre»? Ne vaut-il pas la peine pour l'Europe de faire une pause de réflexion afin de mieux reconnaître qui est réellement l'acteur ayant dirigé les affaires politiques de ce continent aux cours des décennies écoulées et désirent continuer à le faire à l'avenir?

Mais, il y a aussi d'autre voix: début décembre, des Allemands et des Américains ont lancé un appel intitulé «Mettre fin à la spirale de la violence – pour une nouvelle politique de paix et de détente, maintenant!» (www.neue-entspannungspolitik.berlin). Ils ont entre temps trouvé un large soutien dans le monde entier. Les signataires se réfèrent à la «Charte de Paris» de novembre 1990 – une décision commune de tous les Etats de l'OSCE avec laquelle les gouvernements se sont engagés à créer un ordre de paix paneuropéen. Et l'appel de continuer: «Sans la coopération avec la Russie, nous risquons de nouveaux affrontements et une nouvelle course aux armements, l'escalade du conflit en Ukraine et davantage

de terrorisme et de guerres au Moyen-Orient poussant des millions de personnes à la fuite. On ne peut créer la sécurité en Europe – malgré toutes les différences politiques concernant l'évaluation du régime intérieur de l'autre – sans ou contre la Russie, mais seulement avec elle.» A la fin de l'appel il est dit: «Actuellement, un large débat sociétal et hors parti concernant la politique de détente est d'une importance cruciale. C'est la seule voie possible pour terminer les confrontations à l'intérieur de l'Europe, pour surmonter les crises européennes et pour imposer – au profit du monde entier – une zone paneuropéenne «de sécurité commune» grâce à la coopération de tous les Etats de Vancouver à Vladivostok.»

Il n'est pas nécessaire de partager tous les détails de cet appel. Toutefois, il se distingue clairement de la lettre des 17 politiciens. L'Europe a un urgent besoin d'autre chose qu'une continuelle confrontation avec la Russie. Il lui faut un retour aux valeurs européennes, une attitude et une force positives ainsi qu'un engagement résolu en faveur du droit et de la prévention de la guerre – et de tout urgence: une bonne diplomatie et un équilibre salutaire.

«La «nouvelle» politique africaine ...»
suite de la page 5

lisant une politique de plus en plus agressive envers la Russie, davantage de présence et de contrôle en Afrique orientale devint primordial. A cela s'ajoutent des intérêts particuliers. Dans le cas du Congo, il s'agit avant tout de ses ressources naturelles en matières rares et vitales convoitées pour la technologie moderne. Aussi longtemps que les Belges commandaient au Congo, les livraisons et les droits miniers ne posaient pas de problèmes. Mobutu avait bien compris que sa survie politique dépendait du maintien de ce marchandage. L'uranium utilisé par les Américains pour le développement de leurs premières bombes atomiques lancées sur Hiroshima et Nagasaki fut d'origine congolaise. Aujourd'hui, c'est surtout le coltan qui complète la liste des matières premières congolaises les plus convoitées, matière première dont les gisements sont rares. Les nouvelles technologies de la communication utilisées dans les missiles et les drones télé-guidés ainsi que dans les téléphones portables dépendent entièrement du coltan. A l'Est du Congo, on en trouve assez facilement et son exploitation se fait dans la plupart des cas dans des conditions criminelles. Il s'agit là d'une des raisons majeures pour l'instauration de guerres interminables sévissant dans la région depuis plus de vingt ans, en dépit de tous les accords de paix et des missions onusiennes. Les populations et les vastes espaces sont soumis aux agissements mafieux dirigés par des forces ougandaises et rwandaises – avec la complicité silencieuse des puissances occidentales, de l'ONU,⁴ de l'UE et de leurs services secrets.

**Le projet
de la «Grande Corne de l'Afrique»**

Ces nouvelles réalités et les réorientations géostratégiques transformèrent à plusieurs égards la situation des puissances occidentales en Afrique. Leur grand concurrent – l'Union soviétique avec ses pays satellites en tant que centre stratégique d'envergure – disparut et avec elle ses tentatives continues d'inféoder les jeunes Etats africains à l'aide de divers «mouvements de libération». L'ancienne puissance coloniale française, fortement liée avec le Maghreb, l'Afrique centrale et occidentale, mais aussi avec le Congo, perdit de son influence sans pourtant jamais l'abandonner complètement. Tout cela permit aux Etats-Unis d'en profiter pour enfin sortir de sa position marginale en Afrique. Stratégiquement, ils purent ainsi renouer là, où le Royaume Uni avait dû abandonner son hégémonie suite aux transformations imposées par la politique mondiale: ils relancèrent et élargirent l'axe économique et militaire de la Méditerranée au Cap de Bonne-Espérance, mais cette fois sous domination américaine. Les hauts militaires américains et leurs services de renseignements siégeant dans le centre de commandement «Africom» (situé en Allemagne!) ont entre-temps donné un nom à leurs activités dans la partie centrale de cet axe. Il s'agit du projet «GHA» pour «Greater Horn of Africa Initiative». «Greater» parce qu'il ne concerne pas uniquement les Etats et régions formant la région appe-

Kleptocratie

pk. Cette notion désigne une forme de la domination politique qui a comme trait caractéristique qu'elle pille systématiquement sa propre population. La dictature congolaise de Mobutu en fournit un exemple modèle. Les ressources naturelles du pays étaient bradées à des prix forfaitaires à des puissances se trouvant à l'extérieur, puissances qui, en compensation, garantissaient la régence du dictateur. Les fonds qui en découlaient

étaient transférés sur les comptes bancaires privés du dictateur et de ses sbires (se trouvant à l'extérieur du pays) ce qui avait comme effet qu'ils n'apparaissaient nulle part dans les flux monétaires officiels. Ils faisaient non seulement défaut pour les investissements étatiques d'intérêt général, mais privaient aussi systématiquement de leurs revenus ceux qui avaient généré ces fonds par leur dur travail.

lée la Corne de l'Afrique, mais également les territoires situés dans l'arrière-pays, y compris le Kenya et le Congo oriental, Etats et régions que le projet est sensé englober dans une région sous tutelle américaine. Dans ce plan de grande importance géostratégique et s'inscrivant dans une perspective de long terme, les stratèges américains poursuivent divers objectifs. D'une part combattre les «Etats voyous» de la région et apporter leur soutien inconditionnel à Israël et à sa politique extérieure et d'autre part être en mesure de réagir rapidement envers leurs partenaires – longtemps empressés à les servir tout en étant souvent de tempérament peu prévisible – pour les soutenir, les «renverser» ou les «échanger» selon les exemples de Saddam Hussein, Mohamar Gadhafi ou Mobutu Sese Seko.

**«Le Nègre a fait son devoir,
le Nègre peut s'en aller!»**

Dans ce contexte, nous devons revoir les dernières années du règne absolutiste de Mobutu. Elles convergent avec la «nouvelle» stratégie de l'Afrique esquissée ci-dessus. Mobutu était personnellement affaibli au cours des dernières années de son régime. Il ne saisissait plus ce qui se passait réellement dans son pays, notamment le délitement économique croissant et l'appauvrissement de diverses régions suite à la corruption qu'il célébrait avec ses fidèles au grand jour. Les tentatives hésitantes et vite abandonnées du dictateur de rendre son régime plus acceptable pour la Banque mondiale et ses flux de capitaux par de prétendues «mesures de démocratisation» n'y changèrent rien.

Un prétendu «Dialogue national» lancé en 1990 («consultations populaires») laissa apparaître, malgré la mise en scène soignée de la part du gouvernement, des précipités énormes. La «Conférence nationale souveraine» (1991–1992), deux fois convoquée puis annulée, ne mena à aucune étape de réforme décisive. En outre, le dictateur vieillissant eût maille à partir avec son état de santé. Depuis des années, il avait de plus en plus délégué ses affaires gouvernementales à son entourage mafieux et s'était retiré dans sa résidence privée de son village d'origine de Gbadolite. Entre temps, un soi-disant Parlement transitoire de façade, avec des députés soigneusement sélectionnés par le dictateur, travaillait à une nouvelle Constitution. Ses compétences étaient aussi douteuses que sa composition.

Dans ce «dialogue» malhonnêtement mené par Mobutu, qui aurait dû mener vers une ouverture, une chose fut indéniable: la

pression grandissante d'en bas. Le mécontentement de la population se transforma de premiers grognements en un très sérieux grondement. Les églises chrétiennes eurent elles aussi leur part au renforcement d'une conscience nationale et démocratique congolaise renouvelée. Elles avaient depuis longtemps une oreille ouverte aux exigences de la population et ses revendications pour des conditions de vie humaines et une véritable démocratisation du pays. Elles soutinrent donc courageusement les Congolais dans leur recherche de la dignité pour tous.⁵

Dans les années 1990, tous ces facteurs amenèrent les services secrets occidentaux, et notamment ceux de l'OTAN, de s'accorder sur un point: Mobutu n'est plus tolérable! Mais quel serait le nouveau «partenaire» de la nouvelle politique africaine de l'Occident?

La carte ougandaise-rwandaise

Le monde entier s'étonna, quand il apprit soudainement – il y a juste 20 ans, à la fin de l'année 1996 – qu'une alliance militaire «rebelle» s'était formée contre Mobutu au Congo oriental. Celle-ci serait décidée à forcer le dictateur à la démission par la force. Déjà au niveau géographique, le projet semblait démesuré, mise à part son audace militaire. Les observateurs furent encore plus étonnés, quand ils apprirent que derrière le nom agréable, mais jamais entendu auparavant, de AFDL (*Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo*) se trouvait une armée bien formée, moderne et apparemment expérimentée qui avançait dans une guerre éclair de victoire en victoire en prenant très rapidement le pouvoir dans les grandes villes orientales et finalement en juillet 1997, quasiment sans résistance, la capitale Kinshasa. Et le plus étonnant fut son commandant en chef, dont même les fins connaisseurs de l'Afrique n'avaient pratiquement jamais entendu parler: c'était un certain Laurent Désiré Kabila. Le journaliste franco-camerounais Charles Onana a décrit les dessous de ces événements dans divers livres rédigés avec grande minutie. Il prit en compte non seulement les rapports des témoins oculaires, des groupes de défense des droits de l'homme et des rapports sur les crimes de guerre lourds entre temps plusieurs fois analysés, commis au cours des deux plus récentes guerres du Congo (1996/97 et 1998–2003) par des troupes de l'AFDL et du FPR (*Front patriotique rwandais*) qui se soutenaient. Il eut aussi accès à des archives américaines et à celles de divers services de renseignements. Les informations relatées dans cette troisième partie et dans la partie finale sur les deux guerres et la situation de crise continue dans le Congo oriental se basent avant tout sur son livre «Ces tueurs Tutsi» paru en français en 2009 aux Editions Dubois. Les descriptions d'Onana ont entre-temps été confirmées par d'autres nombreux travaux, rapports, documents et publications d'historiens et d'experts politiques, dont notamment ceux de l'historien congolais exilé Stanislas Bucyalimwe Mararo. Ils partagent tous le même destin que Stanislas Bucyalimwe a décrit dans sa contribution présentée aux Congrès «Mut zur Ethik» de septembre 2016 en Suisse: c'est le voile opaque placé par les nouveaux hommes au pouvoir à Kigali sur la triste vérité de ce qui se passe au Congo oriental – une espèce d'Omerta obstinée, au moins aussi efficace que sa version «classique» de la mafia italienne. Elle n'est pas seulement scrupuleusement suivie par les gouvernements occidentaux mais également par tous les grands médias faiseurs d'opinion. Les consommateurs des médias occidentaux sont «au courant» de tout et n'importe quoi.

Mais ce qui s'est réellement passé lors de la dite «Guerre de libération congolaise» dans la partie orientale du Congo après la reconquête du pouvoir par les Tutsis rwandais en 1994 sous le président actuel Paul Kagamé surpasse toute imagination.

**Laurent Désiré Kabila: le «nouvel»
homme des Etats-Unis au Congo**

Les recherches d'Onana apportent de la lumière sur les questions posées ci-dessus. Elles montrent incontestablement que les événements au Congo oriental, le problème des réfugiés durant depuis plusieurs années et sa «solution» par l'occupation simultanée de grandes parties du Congo oriental par les troupes des extrémistes Tutsi rwandais de Paul Kagamé ainsi que le pillage illégal des matières premières congolaises par le Rwanda avec toutes ses conséquences insupportables pour la population civile locale, n'étaient pas simplement le résultat de la faiblesse de Mobutu. C'étaient des événements en rapport avec la politique mondiale. Ils furent préparés bien à l'avance et eurent une force de frappe, dont seulement les grandes puissances disposent. Aujourd'hui, on sait quelle grande puissance a principalement dirigé les deux dernières guerres au Congo et qui a livré à ce pays, devenu un colosse aux pieds d'argile, aux extrémistes Tutsi régnant toujours et encore de manière incontestée à Kigali. Le choix de miser sur la carte militaire lors de la destitution de Mobutu était une décision des Etats-Unis. Tout comme la décision de lancer la prétendue «guerre de rébellion» de l'AFDL contre Mobutu non pas de l'Ouganda, mais du Rwanda sous la direction militaire et logistique des extrémistes Tutsi, expérimentés dans le combat au cours des longues années passées au sein du FPR (*Front patriotique rwandais*). Le fait que le choix du nouvel homme de paille soit tombé sur Laurent Désiré Kabila, est une histoire pour soi. Celle-ci et les conséquences désastreuses pour le Congo oriental jusqu'à aujourd'hui seront présentés dans la dernière partie de cette série d'articles. Les faits décrits et les sources présentées illustreront que cette élection était toute aussi douteuse et inacceptable, vu les effets qu'elle a sur la population congolaise, que le choix de livrer à l'époque le Congo au jeune et peu connu Mobutu.

Bibliographie

- Bucyalimwe Mararo, Stanislas. «Le Nord-Kivu au coeur de la crise congolaise.» In: Reyntjens, Filip et Marysse, Stefaan (éd.). *L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 2000–2001*, Paris (L'Harmattan) 2001, p. 153–185
- Idem. «L'Est de la République démocratique du Congo. Dix ans de transitions conflictuelles (1996–2006)», *ib.*, *Annuaire 2005/2006*, p. 261–285
- Malu-Malu, Jean-Jacques Arthur. *Le Congo Kinshasa*. Paris 2002, éd. Karthala
- Onana, Charles. *Ces tueurs Tutsi. Au coeur de la tragédie congolaise*, Paris (éditions Dubois) 2009, ISBN 978-2-916872-08-7
- Strizek, Helmut. *Kongo/Zaire-Ruanda-Burundi – Stabilität durch erneute Militärherrschaft? Studie zur „neuen Ordnung“ in Zentralafrika*. Munich/Cologne/Londres (éditions Weltforum) 1998; ISBN 3-8039-0479-X

(Traduction Horizons et débats)

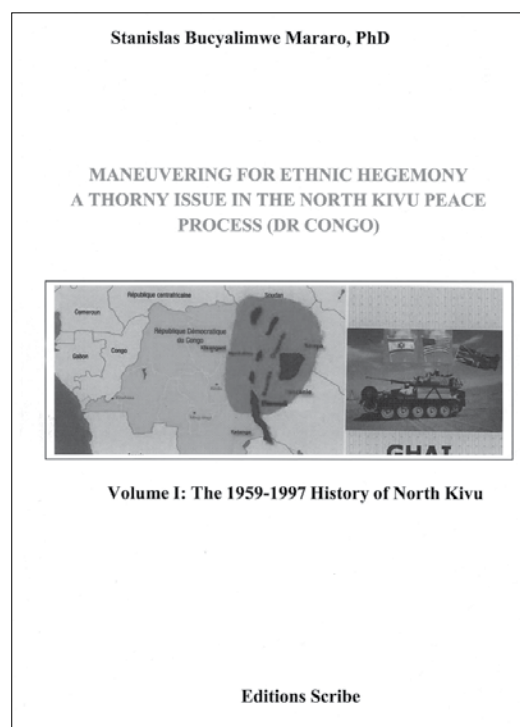
¹ *Horizons et débats* n° 32/33 du 30/12/2015 et n° 6 du 21/3/16

² cf. Strizek, 2003, pp. 115–126

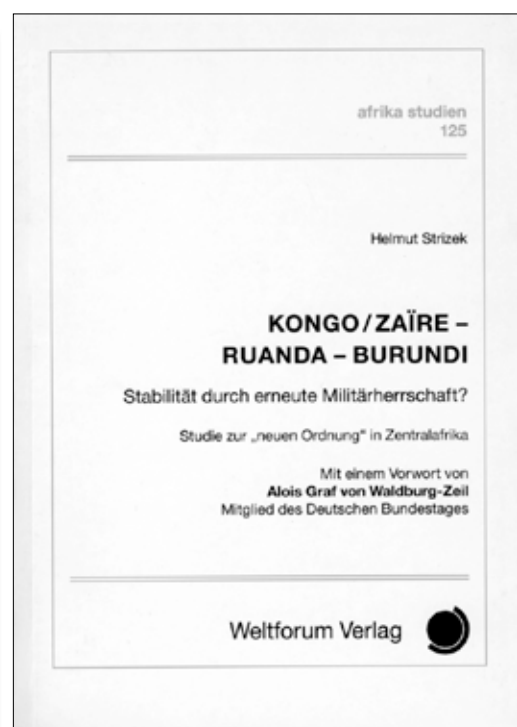
³ cf. publications de Stanislas Bucyalimwe Mararo figurant dans la bibliographie

⁴ On dispose actuellement de nombreux rapports onusiens quant au pillage des mines du Congo oriental, notamment celles du coltan. Ils désignent clairement les agissements illégaux sous la tutelle militaire du Rwanda et de ses armées de guérilla (agissant sous divers noms fantaisistes tels CNDP ou M23), en dénommant les protecteurs et profiteurs responsables, entre autre le rapporteur spécial de l'ONU Roberto Garretón. Malheureusement, ces rapports n'ont eu que peu d'impact jusqu'à présent.

⁵ L'attitude de l'église catholique, œuvrant depuis longtemps et avec toujours plus d'insistance en faveur de la préservation des droits de l'homme et de la dignité humaine au Congo, est claire, par exemple dans un mémorandum des évêques congolais. Dans cette lettre pastorale, publiée lors de «l'ouverture», les évêques congolais s'engagent clairement en faveur d'un système pluripartite, contre le soutien de la dictature par la haute finance nationale et internationale ainsi que l'abandon du «népotisme» ayant mené le pays dans une profonde crise (Mémorandum des évêques zairois au chef de l'Etat, cit. in: Malu-Malu, Jean-Jacques Arthur. *Le Congo Kinshasa*, Paris 2002, éd. Karthala, p. 190s).



ISBN 978-2-930765-04-4



ISBN 3-8039-0479-X

Votation populaire du 12 février 2017

Naturalisation facilitée des étrangers de la troisième génération: inutile, bureaucrate, centraliste

par Marianne Wüthrich, docteur en droit

La question d'un nouveau règlement de la nationalité suisse a été farouchement débattue au cours des dernières années – comme déjà auparavant – aux Chambres fédérales. Après de nombreuses différences, les deux Chambres se mirent d'accord le 20 juin 2014 sur la révision totale de la Loi fédérale sur la nationalité (LN) dont l'entrée en vigueur est prévue le 1^{er} janvier 2018. Personne n'a lancé le référendum contre ces modifications (pour les plus importantes modifications, cf. l'encadré).

Parallèlement, le Parlement a débattu d'une initiative parlementaire déposée en 2008 par le groupe du PS avec le titre chargé d'émotions «La Suisse doit officialiser ses enfants». Elle exigeait la naturalisation facilitée pour les étrangers de la troisième génération. Après quelques sursis et plusieurs différences les deux chambres acceptèrent le projet le 30 septembre 2016. Etant donné qu'il s'agissait d'un changement fondamental du droit, une révision de la Constitution fédérale et une votation populaire obligatoire étaient nécessaires. Le texte de votation, sur lequel nous voterons le 12 février est le suivant:

«La Constitution est modifiée comme suit:

Art. 38, al. 3

3 Elle [la Confédération] facilite la naturalisation:

des étrangers de la troisième génération; des enfants apatrides»*

[* Pour les enfants apatrides la facilité de naturalisation existe déjà aujourd'hui, ndlr.]

Cela paraît raisonnable, non? Qui pourrait être contre la possibilité que des jeunes gens nés en Suisse et dont les familles vivent depuis longtemps ici obtiennent la nationalité suisse? Quiconque examine soigneusement les dessous juridiques et politiques, arrive cependant à une autre conclusion.

La nationalité suisse est étroitement liée à la démocratie directe, notamment dans la commune

Pour devenir citoyen suisse, il ne suffit pas – à la différence de nombreux autres pays – d'être né ici ou d'avoir vécu pendant une longue période ici.

Car le passeport suisse n'est pas un simple bout de papier garantissant à son détenteur le droit de séjour en Suisse. La nationalité suisse nous donne au contraire une extraordinaire possibilité de participation au niveau fédéral, cantonal et communal. Nous pouvons non seulement participer à des élections comme les citoyens d'autres pays, mais nous formons aussi l'ordre juridique suisse sur les trois niveaux étatiques à l'aide du droit d'initiative et de référendum dans de nombreuses votations populaires. C'est pourquoi nous

pouvons dire à juste titre que la nationalité suisse est quelque chose d'absolument exceptionnelle, et il est nécessaire d'y prendre soin.

Quiconque devient citoyen suisse, reçoit là, où il vit depuis un certain temps, le droit civique cantonal et la citoyenneté de la commune. On devient d'abord citoyen suisse dans la commune, où l'on a pris racine en premier. Là, on dépose sa demande de naturalisation, là, le nouveau citoyen va pouvoir participer le plus directement à la politique dans l'Assemblée communale et dans le travail de milice bénévole. Si nécessaire, la commune doit aussi assumer la responsabilité d'aider un nouveau citoyen et sa famille par de l'aide sociale ou d'autres soutiens.

C'est pourquoi les Suisses dans les villages veulent pouvoir se prononcer au sujet de l'attribution du droit civique à de nouvelles personnes. Les conditions préalables nécessaires sont les suivantes: quiconque veut obtenir la naturalisation doit être capable de comprendre le (suisse-)allemand (ou le français ou l'italien) et le parler convenablement et qu'il sache lire et écrire. Car pour se former sa propre opinion sur les projets de votations de la Confédération, du canton et de la commune, ces conditions doivent être remplies.

Afin de prévenir tout malentendu: il ne faut pas être parfait, pour recevoir la naturalisation, mais il faut être «intégré» (cf. encadré). En tant qu'enseignante à l'école professionnelle, j'ai déjà été contactée à plusieurs reprises par un secrétaire communal ou un membre de la Commission de naturalisation, si l'un de mes élèves voulait se naturaliser. «Très honnête, désireux d'apprendre et coopératif» je répondais par exemple, «le seul manque, ce sont ses connaissances du suisse-allemand oral et écrit.» – «Aussi longtemps que quelqu'un est engagé et se comporte bien, nous sommes d'accord de le naturaliser, avec le temps, il améliorera certainement son allemand», était souvent la réponse. Typiquement suisse.

Naturalisation ordinaire et facilitée: fédéralisme ou centralisme

Le 12 février nous aurons à décider, si les jeunes étrangers de la troisième génération peuvent obtenir une naturalisation facilitée, ou s'ils restent sous le régime de la naturalisation ordinaire, comme actuellement.

La *procédure de naturalisation ordinaire* repose sur la structure étatique fédéraliste de la Suisse. Cela commence avec la *demande de naturalisation dans la commune/le canton de résidence*. Les procédures cantonales et communales sont réglées dans le droit cantonal (art. 15 LN). Ce n'est que lorsque l'autorité compétente (en règle générale l'Assemblée communale ou la Commission de naturalisation) accepte la demande et qu'il

n'y a pas d'opposition de la part du canton, que la demande est transmise au *Secrétariat d'Etat aux migrations* (SEM) qui donne le consentement de naturalisation (art. 13 LN). Jusqu'à présent la naturalisation ordinaire est la règle.

La *procédure de naturalisation facilitée* est conçue de manière centraliste: le Conseil fédéral règle la procédure; le secrétariat d'Etat aux migrations prend la décision. Etant donné que les personnes voulant se faire naturaliser ne sont guère connues du SEM, «il consulte le canton» (art. 25 LN). Celui-ci n'a pas de droit de décision, et les communes ne sont pas mentionnées.

Etant donné que la procédure de naturalisation facilitée passe outre les procédures fédéralistes courantes en Suisse, elle a cours jusqu'à présent uniquement dans des cas spéciaux: pour les étrangers mariés avec un Suisse ou une Suisse (parce que leur intégration est normalement plus facile dans une communauté étroite avec le conjoint et pour soutenir l'unité de la nationalité dans la famille) ainsi que les enfants mineurs apatrides. Ces personnes profitent d'une durée de séjour plus courte, mais elles doivent également satisfaire les critères d'intégration de l'article 12.

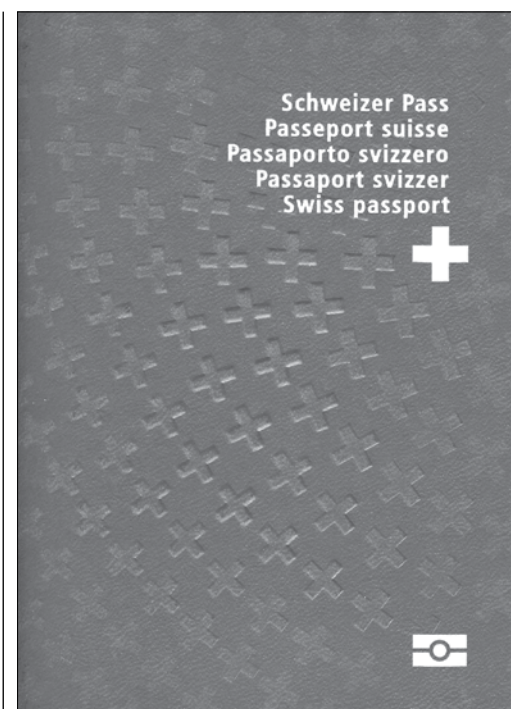
La nouveauté est donc celle-ci: cette votation sur la naturalisation facilitée devrait aussi être possible pour les «étrangers de la troisième génération». Là, par contre, il y a plusieurs objections importantes.

La première et la plus grande objection: la naturalisation facilitée pour les «étrangers de troisième génération» est inutile

Les jeunes étrangers, vivant en Suisse depuis leur naissance et allant ici à l'école, n'ont pas besoin de ce nouveau règlement. Car pour eux les années entre 8 ans révolus et 18 ans comptent de toute façon double; s'ils habitent depuis au moins six ans au même endroit, ils peuvent faire une demande de naturalisation dans leur commune (art. 9 al. 2 LN; cf. encadré). De mes nombreux apprentis d'origine étrangère auxquels j'ai enseigné pendant 30 ans (dans un grand nombre de classes, ils formaient la majorité), pratiquement tous ceux qui le désiraient se sont naturalisés durant l'apprentissage, c'est à dire entre 16 et 20 ans. Quelques-uns avec leur famille, mais beaucoup de leur propre gré. C'est un des nombreux avantages du système dual d'apprentissage: Quiconque trouve une place d'apprentissage et travaille correctement à l'école professionnelle et dans son entreprise, est pratiquement sans exception «intégré avec succès» (art. 11a, LN). Si quelqu'un devient criminel, il perd généralement sa place d'apprentissage – c'est-à-dire qu'il ne remplit plus les conditions d'intégration. C'est aussi simple que cela.

Deuxième objection: Le règlement envisagé est un «cafouillage juridique»¹

La conseillère nationale *Ada Marra* (PS, VD) et ses cosignataires poursuivaient avec leur initiative parlementaire en vérité un tout autre but, que celui issu maintenant du Parlement: c'est-à-dire de relancer le «ius soli» (toute personne née sur le territoire d'un Etat, obtient automatiquement la naturalisation), bien que le peuple et les cantons l'aient clairement refusé en 2004. Un tel automatisme a été rejeté dès le début des délibérations par une majorité du Conseil national et



Conseil des Etats. Au lieu d'annuler le projet dans son intégralité, le Parlement a tenté de garantir d'une manière peu convaincante, que les demandeurs nés en Suisse descendent réellement d'une famille ayant vécu depuis deux générations dans le pays. Selon le futur art. 24a LN² ils «doivent rendre crédible», qu'au moins l'un de ses grands-parents a acquis un droit de séjour en Suisse, que l'un de ses parents «dispose d'une autorisation d'établissement», «a séjourné pendant au moins dix ans en Suisse» et «a suivi au moins cinq ans de scolarité obligatoire en Suisse» (cf. Explications du Conseil fédéral, page 6/7).

Bien du plaisir dans l'étude de votre généalogie! Moi, j'appellerai cela plutôt un «monstre bureaucratique» qu'une «naturalisation facilitée». Mis à part le fait que par «troisième génération» on entend à vrai dire des enfants, dont les parents (ou au moins l'un d'eux) sont également nés en Suisse, ont vécu ici (pas seulement dix ans) et y ont suivi toute leur scolarité (pas seulement cinq ans). Le fait qu'on ne demande au candidat à la naturalisation que «d'avoir suivi au moins cinq ans de scolarité obligatoire en Suisse», est très discutable: soit il appartient à la troisième génération d'étrangers – alors il est né et a grandi ici et a suivi toute sa scolarité ici – soit il n'en fait pas partie.

Les seuls qui se réjouissent de ce modèle, se trouvent probablement au Secrétariat d'Etat aux migrations: la bulle bureaucratique permettra d'augmenter massivement les emplois... Les jeunes étrangers étant nés et ayant grandi ici seront mieux servis avec le règlement actuel des années de jeunesse comptant double.

Troisième objection: renforcer le fédéralisme plutôt que de l'affaiblir!

Le fédéralisme garantit comme dans beaucoup d'autres domaines là aussi une réglementation adaptée de façon plus fine et plus soutenue par les citoyens. Car la naturalisation facilitée pour les étrangers nés en Suisse existe déjà dans 16 cantons, dans une grande diversité: «Ces simplifications consistent par exemple à renoncer aux examens des connaissances linguistiques et civiques, à réduire le tarif de naturalisation, à accepter des délais

Suite page 8

Les principaux amendements de la Loi sur la nationalité entièrement révisée de 2014

- Réduction de 12 à 10 ans de la durée de séjour minimum pour la naturalisation (art. 9 LN). (La conseillère fédérale *Sommaruga* et la majorité du Conseil des Etats voulaient même la réduire à 8 ans, mais ils ont subi une opposition tenace de la part du Conseil national.)
- Les années entre les anniversaires de 8 et de 18 ans comptent double (similaire à l'art. 9 al. 2 LN)
- Enumération claire des critères d'intégration que le requérant doit remplir:

Art. 11 Conditions matérielles
L'autorisation fédérale de naturalisation est octroyée si le requérant remplit les conditions suivantes:

- a son intégration est réussie;
- b il s'est familiarisé avec les conditions de vie en Suisse;
- c il ne met pas en danger la sûreté intérieure ou extérieure de la Suisse.

Art. 12 Critères d'intégration

- 1 Une intégration réussie de la sécurité et de l'ordre publics;

- a le respect de la sécurité et de l'ordre publics;
- b le respect des valeurs de la Constitution;
- c l'aptitude à communiquer au quotidien dans une langue nationale, à l'oral et à l'écrit;
- d la participation à la vie économique ou l'acquisition d'une formation; et
- e l'encouragement et le soutien de l'intégration du conjoint, du partenaire enregistré ou des enfants mineurs sur lesquels est exercée l'autorité parentale.

2 La situation des personnes qui, du fait d'un handicap ou d'une maladie ou pour d'autres raisons personnelles majeures, ne remplissent pas ou remplissent difficilement les critères d'intégration prévus à l'al. 1, let. c et d, est prise en compte de manière appropriée.

3 Les cantons peuvent prévoir d'autres critères d'intégration.
– Les conditions des critères d'intégration sont également valables pour la naturalisation facilitée, avant tout pour les conjoints d'un citoyen suisse (art. 21 LN).

Pourquoi la Suisse tombe-t-elle à genoux?

ds. Je désire revenir à l'article «Ne sacrifions pas l'Etat de droit suisse et la démocratie à la folie de l'intégration à l'UE» de *Marianne Wüthrich* paru dans l'édition n° 1 du 9 janvier.

Une telle trahison de la volonté du peuple et des fondements de la démocratie directe, comme la dite «préférence des travailleurs en Suisse, version allégée», n'a sans doute encore jamais eu lieu en Suisse. C'est une violation flagrante de la Constitution.

Alors que non seulement l'Angleterre mais aussi de plus en plus d'Etats membres

de l'UE, tels la Finlande, le Danemark, la Suède, l'Autriche, la Pologne, la Hongrie et d'autres encore, ont repris leur politique d'immigration en leurs propres mains, la Suisse tombe à genoux devant Bruxelles. La question doit donc être posée: pourquoi cette soumission? S'agit-il simplement de la faiblesse des parlementaires et de nos membres du gouvernement ou y a-t-il des intérêts cachés derrière un tel comportement? Et si cela est la bonne explication, quels sont ces intérêts? •

Plan d'études 21 au canton d'Argovie

Propagande gouvernementale et désinformation

hd. Bien que les réformes scolaires similaires au Plan d'études 21 soient de plus en plus souvent remises en question ou secrètement retirées suite aux résultats catastrophiques qu'elles engendrent, la «Conférence suisse des directeurs de l'Instruction publique des cantons germanophones» (D-EDK = Deutschschweizer Erziehungsdirektorenkonferenz) ne semble pas envisager d'abandonner sa ligne de conduite dépassée. Elle espère toujours et encore pouvoir introduire le Plan d'études 21 dans tous les cantons germanophones.

Cependant, dans plus de 10 cantons, des initiatives populaires contre l'introduction de ce Plan d'études ont été lancées et sont, l'une après l'autre, soumises au vote du peuple au niveau cantonal. Au lieu d'ouvrir le débat sur les faits, le Département de l'Instruction publique argovien (BKS) étroitement lié à la Conférence suisse des directeurs cantonaux (D-EDK) a – en vue de la votation cantonale du 12 février 2017 – commencé à répandre par le biais des «autorités scolaires» et de diverses associations, par exemple l'association des directeurs d'école, des lettres-modèles préfabriquées et des contrevérités sur l'initiative.

Récemment, un arrêt du Tribunal fédéral concernant l'article 34 (protection de la libre formation de l'opinion des citoyens et citoyennes) a clarifié la situation dans une cause semblable.

Dans le communiqué de presse ci-dessous, le comité d'initiative du canton d'Argovie «Oui à une bonne formation – non au Plan d'études 21» met en lumière les activités problématiques du Département compétent BKS.

Le 12 février 2017, notre initiative «Oui à une bonne formation – non au Plan d'études 21»

sera soumise au vote du peuple. Au cours de la campagne précédant la votation, il s'avère de plus en plus que les adversaires de l'initiative se concentrent – au lieu de mener une discussion sur les faits – sur de la désinformation indigne d'un débat démocratique.

Concrètement, nous nous opposons fermement, en tant que comité, aux activités «top-down» lancées juste avant les jours de fêtes par l'Association des directrices et directeurs d'établissements scolaires du canton d'Argovie (VSLAG). Cette organisation tente d'influencer les électeurs du canton d'Argovie de manière manipulatrice en diffusant par le biais des directions d'école et du corps enseignant une «lettre-modèle» truffée de fausses affirmations. Cette missive ornée du logo officiel de l'école doit être envoyée au nom des inspecteurs scolaires et de la direction à tous les parents. Le message est clair: il faut «urgemment» refuser cette initiative populaire.

Nous nous sommes donc adressés aux autorités scolaires et à tous les conseillers communaux du canton pour exiger l'abandon immédiat de cette action. Car de cette manière on abuse crûment des canaux d'information officiels de l'école en violant le devoir des autorités à l'information objective. Un agissement pareil de la part d'une autorité scolaire correspond à de la propagande intolérable en violation des articles 34 et 35 de la Constitution fédérale (garantie des droits politiques protégeant la libre formation de l'opinion et le devoir des autorités de veiller au respect des droits fondamentaux).

Nous rappelons dans ce contexte l'action entreprise par des élèves au début de novembre 2016. Le conseiller d'Etat et directeur du département de l'Instruction



publique Alex Hürzeler avait alors interdit à des gymnasiens/lycéens de placer sur le site scolaire des affiches s'opposant au démantèlement de la formation scolaire en déclarant que c'était de la propagande politique illégale. Le département BKS précisa: «Selon la loi scolaire, les écoles argoviennes sont neutres aux niveaux politique et confessionnel. C'est pourquoi le BKS est de l'avis que toute action politique doit avoir lieu à l'extérieur du site scolaire.»

En outre, nous précisons que la lettre modèle du VSLAG adressée aux parents a été préparée par un fonctionnaire cantonal, à savoir par Tobias Obrist (coresponsable au BKS pour l'introduction du Plan d'études 21). C'est un scandale ne pouvant rester sans conséquences. C'est un exemple de plus soulignant les interdépendances et les activités de l'administration cantonale et des autorités scolaires. Elles devraient respecter la libre formation de l'opinion des citoyens et citoyennes et faire preuve de prudence et de retenue lors de campagnes de votation.

Outre notre prise de position concernant cette propagande manipulatrice, nous devons encore mettre les points sur les i concernant un faux argument des pourfendeurs de l'initiative. Un argument principal du département BKS était dès le début que l'énumération des disciplines dans le nouveau paragraphe 13 [cf. encadré] de la Loi scolaire est «définitive». A tout bout de champs, les adversaires de l'initiative répètent cet argument erroné en affirmant que la liste des disciplines proposée est un corset rigide limitant l'enseignement.

Nous avons donc sollicité le professeur de droit public Rainer J. Schweizer (Université de Saint-Gall). En conclusion de sa prise de position juridique, il affirme «que la nouvelle disposition légale n'empêche pas de compléter la liste des disciplines». Il étaye cela notamment par les quatre arguments suivants:

- 1) «Selon le texte de l'initiative, la liste des disciplines «contient» un certain nombre de matières: «contenir» signifie selon le Larousse «comprendre dans sa capacité...» Le sens de ce verbe n'exclut pas que d'autres disciplines y soient rajoutées par la suite dans le plan d'études. Le § 13 al. 3 n'est qu'une énumération des disciplines fondamentales, ce qui ne veut pas dire que d'autres matières ne pourraient s'y ajouter; il n'y a pas d'interdiction explicite.»
- 2) Au moins avant l'adoption d'une initiative populaire, il faut «prendre en compte la volonté des auteurs de l'initiative, en par-

tant de l'idée qu'ils désirent servir le bien commun». Puis: «Par cette énumération, le comité d'initiative voulait garantir que les disciplines essentielles soient réellement enseignées. Ils ne visaient pas explicitement à une liste exhaustive pour empêcher que d'autres matières puissent y être rajoutées (comme par exemple une offre complémentaire facultative).»

3) En outre, le Conseil d'Etat a la compétence de compléter la liste des disciplines par voie d'ordonnance, car «l'article proposé ne s'exprime pas explicitement sur le rôle du Conseil d'Etat et s'il peut, le cas échéant, entreprendre des concrétisations par voie d'ordonnance (cf. § 91 al. 2 de la Constitution cantonale argovienne). De cette manière, le Conseil d'Etat pourrait en effet modifier la liste des disciplines plus facilement, mais cela engendrerait «une réduction de la base de légitimation démocratique».

4) «Etant donné que toute personne a droit à la formation et que la population a un intérêt élevé de pouvoir contribuer aux décisions concernant les contenus et la forme de l'apprentissage scolaire des enfants et des adolescents pour leur avenir, il y a des raisons valables pour réguler les disciplines fondamentales au niveau législatif. [...] Même si, jusqu'à présent, il semblait inutile d'intégrer dans la loi les contenus concrets du plan d'études, tels l'énumération des disciplines, cela ne veut pas dire que leur ancrage dans la loi ne soit pas possible.»

Suite à cette prise de position claire du Professeur Schweizer, un des arguments principaux des adversaires de l'initiative – l'énumération des disciplines «non-exhaustive» – est clairement réfuté. Le département BKS a donc dès le début informé de manière malveillante et tenté de dénigrer l'initiative populaire.

Conclusion: Au lieu d'un débat factuel sur les principes fondamentaux de notre école obligatoire, le département BKS a tenté, dès le dépôt de cette initiative populaire, de la placer sous un mauvais jour à l'aide de désinformations patentes pour tirer le Grand Conseil, les partis politiques et les organisations professionnelles de leur côté. En outre, le département BKS a lancé en coopération avec l'Association des directrices et directeurs d'établissements scolaires du canton d'Argovie (VSLAG) une propagande gouvernementale massive pour tenter d'empêcher l'adoption par le peuple de l'initiative populaire «Oui à une bonne formation – Non au Plan d'études 21». Nous nous opposons avec véhémence à cette violation de la libre formation de l'opinion des citoyennes et citoyens.

Pour le comité d'initiative:
René Roca, professeur de lycée, Oberrohrdorf-Staretschwil (AG)

Communiqué de presse du 9/1/17,
www.lehrplan21-nein.ch

Dons: PC 50-2808-7, Raiffeisenbank
8964 Mutschellen, Komitee «Lehrplan21-nein»,
IBAN CH47 8067 3000 0073 4124 5

Courrier  des lecteurs

A quoi bon cet exercice actuel de «black-out» généralisé?

Depuis l'électrification de la Suisse, nos ancêtres ont été en mesure de garantir l'approvisionnement en courant à la satisfaction générale et les consommateurs étaient d'accord de déboursier le prix nécessaire. Il doit donc y avoir des raisons importantes pour entreprendre l'exercice actuel concernant un black-out généralisé. Le tournant énergétique lancé suite à un régime politique du compromis, semble ressembler davantage à un dangereux vol à l'aveugle qu'à un approvisionnement garanti. Pour l'exploitation de l'énergie solaire, nous sommes beaucoup trop éloigné de l'équateur. Le surplus résultant en été ne peut pas être stocké de manière rentable, ce qui mène à des diffi-

cultés d'appoint en hiver. Pour l'alimentation électrique de l'avenir, il manque encore une direction responsable et apolitique. Notre monde totalement numérisé a un urgent besoin de sécurité des approvisionnements organisés de manière compétente et doit être prêt à en assumer les frais nécessaires. Il faut restaurer d'urgence notre ancienne autosuffisance. Avec l'avantage séduisant de profiter de l'énergie subventionnée de l'UE, nous risquons d'importer un jour, par effet domino, un «black-out» généralisé. Cela peut très rapidement engendrer des coûts particulièrement élevés!

Peter Baumgartner, Langenthal

Comparaison entre le texte de l'initiative et la loi scolaire actuelle

Loi scolaire après l'acceptation de l'initiative

L'initiative demande le remplacement du § 13 du Plan d'études dans la Loi scolaire argovienne (401.100) par le texte suivant:

- 1) Le Plan d'études sert à mettre en œuvre la mission de l'Instruction publique dans les écoles. Pour cela, on part du droit de la jeunesse à la formation, au savoir et au savoir-faire, conformément à la Constitution cantonale et au préambule de la Loi scolaire.
- 2) Le Plan d'études se base sur l'ensemble des disciplines. Le Conseil d'Etat définit, après avoir entendu le Conseil scolaire, le nombre de leçons d'enseignement, leur durée et les objectifs d'apprentissage des classes annuelles organisées en fonction de l'âge des élèves.
- 3) Le Conseil d'Etat établit pour le jardin d'enfants un plan d'études-cadre pour préparer les enfants à l'école primaire. La liste des disciplines pour le niveau du primaire contient: la langue (allemande), la langue étrangère, les mathématiques, les sciences naturelles, la musique, l'éthique et la religion, les arts visuels, les travaux textiles et manuels en général et le sport. La liste pour le niveau secondaire contient: l'allemand, les langues étrangères, les mathématiques, l'informatique, la phy-

sique, la chimie, la biologie, l'histoire, la géographie, la musique, l'éthique et la religion, les arts visuels, les travaux textiles et manuels en général, le sport et les activités ménagères.

- 4) Tout accord intercantonal pour l'harmonisation des plans d'études doit être soumis et accepté par le Grand Conseil et soumis au référendum facultatif.

Loi scolaire actuelle (état au 1/8/16)

§ 13 Plan d'études

- 1) Le Plan d'études contient les domaines des langues, des mathématiques et des sciences naturelles, des sciences sociales et humaines (y compris éthique et religions), de la musique, de l'art et des arts visuels, du mouvement et de la santé.
- 2) Le Conseil d'Etat régleme pour les niveaux primaire et secondaire, par voie d'ordonnance, les divers domaines d'enseignement, le nombre des leçons et leur durée, les objectifs d'apprentissage et le choix des matières ainsi que les exigences attendues des élèves selon leurs compétences personnelles et sociales. Il respecte l'harmonisation intercantonale des plans d'études.
- 3) Pour le jardin d'enfants, il régleme par voie d'ordonnance la durée de l'enseignement ainsi que les objectifs indicatifs pour les compétences personnelles, sociales et techniques.

«Naturalisation facilitée des ...» suite de la page 7

de séjour plus courts ou à simplifier de manière générale les procédures.» (Conseiller aux Etats Stefan Engler, PDC GR). La minorité représentée par M. Engler au Conseil des Etats aurait préféré soutenir la «naturalisation facilitée» par les cantons plutôt que celle par la Confédération: «Il est plus intelligent, de rester dans la procédure ordinaire et de donner aux cantons la possibilité de déterminer eux-mêmes le traitement privilégié de telles naturalisations, ou alors d'esquisser dans la Loi fédérale sur la nationalité, le cadre dans lequel les cantons peuvent s'orienter dans cette question.» Avec une telle réglementation

les compétences resteraient auprès du canton et communes.

En résumé: il n'y a aucune raison d'adopter la «naturalisation d'étrangers de la troisième génération» dans cette forme présentée au peuple et aux cantons lors de la votation du 12 février 2017. Autant les jeunes étrangers que le fédéralisme seront mieux servis avec la réglementation en vigueur de la Loi fédérale sur la nationalité, entièrement révisée il y a deux ans et demi.

¹ Conseiller aux Etats Stefan Engler (PDC GR) le 13 juin 2016 au Conseil des Etats

² Si le changement de loi concernant la naturalisation facilitée est adopté, celle-ci va être publiée dans la Feuille fédérale après le 12 février et sera soumise au référendum facultatif.